

**MESSAGE N° 85** 19 août 2003  
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil**  
**accompagnant le projet de loi instituant**  
**un Bureau et une Commission de l'égalité**  
**hommes-femmes et de la famille**

Nous avons l'honneur de vous soumettre un projet de loi instituant le Bureau et la Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille. Ledit projet, qui a été soumis à une procédure de consultation restreinte auprès des partis politiques cantonaux et des directions du Conseil d'Etat, vous est présenté dans ce message qui est établi selon le plan suivant:

1. Introduction
  - 1.1. Egalité des droits entre hommes et femmes
  - 1.2. Réalisations au niveau fédéral
  - 1.3. Réalisations au niveau cantonal
2. Situation des bureaux de l'égalité dans les cantons et dans certaines villes de Suisse
3. Rappel de la situation institutionnelle du Bureau et de la Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille du canton de Fribourg
4. Situation actuelle dans le canton
  - 4.1. Bases légales et réglementaires
  - 4.2. Missions et domaines d'activité
  - 4.3. Quelques projets d'avenir prévus par le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille
  - 4.4. La Commission de l'égalité et de la famille
5. Le projet de loi
  - 5.1. La consultation restreinte
  - 5.2. Les grandes lignes du projet
6. Incidences du projet
  - 6.1. Incidences financières et en personnel
  - 6.2. Répartition des tâches entre l'Etat et les communes et conformité au droit européen
7. Commentaires des articles

## 1. INTRODUCTION

### 1.1 Egalité des droits entre hommes et femmes

Dix ans après l'introduction du droit de vote des femmes en matière fédérale, le peuple et les cantons ont adopté le 14 juin 1981 un nouvel article constitutionnel relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes. Cette disposition, qui figure désormais à l'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale du 18 avril 1999, a la teneur suivante:

*«L'homme et la femme sont égaux en droit. La loi pourvoit à l'égalité, en particulier dans les domaines de la famille, de l'instruction et du travail. Les hommes et les femmes ont droit à un salaire égal pour un travail de valeur égale.»*

Cette disposition n'est pas le simple énoncé du principe formel de l'égalité des droits entre la femme et l'homme dans tous les domaines de l'existence. Conscient que la

seule inscription d'un principe ne suffit pas à garantir la réalisation, le Constituant a aussi imposé la promotion de l'égalité effective entre femmes et hommes, de l'égalité des chances dans l'Etat et dans la société. Les organes étatiques ont, de ce fait, un double devoir à remplir: ils ont à veiller, dans le cadre législatif, à ce que le principe de l'égalité soit respecté et que les discriminations encore existantes soient éliminées; ils sont tenus d'intervenir dans tous les domaines de l'existence pour concrétiser cette égalité et promouvoir activement toute mesure égalitaire nécessaire.

Ces principes constitutionnels ont été concrétisés dans la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes (LEg; RS 151.1).

### 1.2 Réalisations au niveau fédéral

En 1976 déjà, le Conseil fédéral avait institué la Commission fédérale pour les questions féminines en tant qu'organe consultatif pour toutes les questions relatives à la situation de la femme en Suisse. Par cette voie, il émettait notamment des recommandations et surveillait l'évolution de l'égalité des droits.

Par ordonnance du 24 février 1988, le Conseil fédéral a institué un Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes, qui a débuté son activité le 1<sup>er</sup> septembre 1988. La tâche principale de ce Bureau est d'encourager l'application du principe de l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines de la vie et de s'employer à éliminer toute forme de discrimination directe ou indirecte (cf. art. 5 de l'ordonnance fédérale du 28 juin 2000 sur l'organisation du Département fédéral de l'intérieur; RS 172.212.1).

### 1.3 Réalisations au niveau cantonal

Le mandat confié par l'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale ne s'impose pas aux seules autorités fédérales. Ses exigences s'adressent à tous les organes de la Confédération, des cantons et des communes. Cette extension provient du fait que tous disposent de compétences législatives et peuvent dès lors influencer de manière déterminante le processus d'égalité entre femmes et hommes. De surcroît, l'exécution des tâches prévues par la Constitution entre – à moins que la compétence exclusive de la Confédération n'ait été réservée – également dans le champ des compétences des cantons et des communes. La Confédération aurait-elle seule la tâche de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes que de nombreux domaines seraient soustraits à sa compétence, notamment une grande partie du droit fiscal, les affaires sociales, le droit cantonal et communal du personnel de la fonction publique, etc. Ce serait une grave entorse au principe d'égalité.

La Constitution fédérale impose ainsi à la Confédération, aux cantons et aux communes de réaliser de manière conjointe le principe d'égalité.

La majorité des cantons et plusieurs communes se sont dotés d'un bureau de l'égalité. Ces bureaux diffèrent par leur organisation, leur dotation en personnel, leur champ d'action ou leurs domaines d'activité. On retrouve cependant des domaines d'activités suivants: famille, enseignement et éducation, formation professionnelle, législation politique, assurances et équipement sociaux, information, organisation sociale et vie pratique, promotions,

avancement et encadrement (cf. Message du 6 avril 1993, *BGC* 1993, p. 620 et suivantes).

## **2. SITUATION DES BUREAUX DE L'ÉGALITÉ DANS LES CANTONS ET DANS CERTAINES VILLES DE SUISSE**

Outre le Bureau fédéral, il y a en Suisse des bureaux de l'égalité dans la plupart des cantons et dans quelques communes. En Suisse romande, tous les cantons se sont dotés de telles structures; en Suisse allemande, seuls les petits cantons n'ont pas de tels bureaux.

Les délégué-e-s de ces bureaux se rencontrent à l'échelle nationale deux fois par an; le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes est aussi présent. A l'échelle de la Suisse romande, les séances de travail et les thèmes communs sont plus fréquents. Le canton de Fribourg profite beaucoup de ces réseaux de collaborations: les synergies sont importantes et ce sont autant d'économies pour notre canton qui bénéficie alors de projets et programmes (concernant tant la famille que l'égalité) développés à l'échelle nationale et relayés par le Bureau de

l'égalité hommes-femmes et de la famille du canton de Fribourg.

Différentes bases légales ont présidé à la création de ces bureaux cantonaux de l'égalité. Pour le Canton du Jura, l'ancrage du Bureau figure dans la Constitution cantonale. Pour sept autres bureaux cantonaux, la base légale se trouvait dans des ordonnances de l'Exécutif; pour trois autres, elle était située dans des décrets du Grand Conseil. Depuis l'entrée en vigueur, en 1996, de la loi fédérale sur l'égalité (LEg), les situations ont évolué. Le Bureau fédéral de l'égalité est devenu un office fédéral et, à l'échéance de leur décret respectif, trois cantons ont d'ores et déjà ancré leur bureau de l'égalité dans une loi cantonale. Il s'agit des cantons de Vaud, du Valais et de Neuchâtel.

La Constituante du Canton de Fribourg s'est exprimée en première lecture (janvier 2003), à une grande majorité, en faveur d'un article constitutionnel sur un Bureau de l'égalité, de la famille et de la jeunesse dans la future Constitution fribourgeoise (article 68 de l'avant-projet de Constitution cantonale).

Voici un état de la situation des bureaux de l'égalité en Suisse soulignant certaines de leurs spécificités:

Cantons / Villes	Répartition des postes	Total des postes	% de postes pour 100 000 habitant-e-s	Remarques	Mise en œuvre
<b>Canton d'Appenzell-Rhodes-Extérieures</b> Service pour l'égalité		<b>60 %</b> 1 personne	113 % <b>53 200 habitant-e-s</b>		
<b>Canton d'Argovie</b> Service pour l'égalité	275 % coresponsabilité	<b>150 %</b> 2 personnes (un homme, une femme)	27,3 % <b>550 900 habitant-e-s</b>	Plus un poste interne à l'administration pour s'occuper de questions d'égalité en mandat interne	
<b>Canton de Bâle-Ville</b> Bureau de l'égalité	2 × 80 % direction 2 × 40 % collaboratrices scientifiques 80 % secrétariat	<b>320 %</b> 5 personnes			1992
<b>Bâle-Ville</b> Administration cantonale Mandat interne		<b>60 %</b> 1 personne			1992
<b>Bâle-Ville</b> ensemble		<b>380 %</b>	203,5 % <b>186 700 habitant-e-s</b>		
<b>Canton de Bâle-Campagne</b> Service	70 % direction 40 % collaboratrices scientifiques 20 % documentaliste 50 % secrétariat 20 % conseil des femmes	<b>200 %</b> 5 personnes	76,5 % <b>261 400 habitant-e-s</b>		1989
<b>Canton de Berne</b> Service cantonal	80 % direction 60 % juriste 85 % administration et formation	<b>225 %</b> 3 personnes		<b>Prestations en français et en allemand</b>  Bénéficie du service de traduction de la Chancellerie	1990
<b>Ville de Berne</b> Service pour l'égalité Mandat externe	80 % direction 70 % secrétariat	<b>150 %</b> 2 personnes			

<b>Berne</b> ensemble		<b>375 %</b>	39,6 % <b>947 100 habitant-e-s</b>		
<b>Canton de Fribourg</b> Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille	2 × 50 % coresponsabilité 60 % secrétariat	<b>160 %</b> 3 personnes	66,9 % <b>239 100 habitant-e-s</b>	<b>Prestations en français et en allemand</b> <b>En charge aussi des questions familiales</b>	1994
<b>Fürstentum Liechtenstein</b>	80 % direction Le bureau est aussi compétent pour les intérêts internationaux (Conseil de l'Europe, CEE et partiellement ONU)	<b>80 %</b> 1 personne	242 % <b>33 000 habitant-e-s</b>		
<b>Canton de Genève</b> Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme	80 % direction 2 × 50 % chargées de mission 80 % 16+ 2 × 80 % coordination 200 % secrétariat	<b>900 %</b> 12 personnes	217,2 % <b>414 300 habitant-e-s</b>	En complément : <b>220 %</b> en charge par le chômage ou subventionnée par une association féminine privée Et <b>300 %</b> en formation	1987
<b>Canton des Grisons</b> Bureau pour les questions d'égalité	60 % direction 45 % juriste 30 % secrétariat	<b>135 %</b> 3 personnes	72,7 % <b>185 700 habitant-e-s</b>		
<b>Canton du Jura</b> Bureau de l'égalité entre femmes et hommes	100 % direction 50 % assistance 50 % secrétariat	<b>200 %</b> 3 personnes	289 % <b>69 000 habitant-e-s</b>	Plus <b>10 %</b> itinérant pour bibliothèque Et 3 places en permanence pour chômeuses et un poste de coordinatrice à <b>30 %</b>	1979
<b>Canton de Lucerne</b> Bureau de l'égalité	50 %+ 60 % coresponsabilité 40 % collaboratrice	<b>150 %</b> 3 personnes	42,8 % <b>350 600 habitant-e-s</b>		1992
<b>Lucerne</b> Service du personnel	collaboratrice scientifique	<b>30 %</b> 1 personne			
<b>Lucerne</b> ensemble		<b>180 %</b> 4 personnes	51,3 % <b>350 600 habitant-e-s</b>		

<b>Canton de Neuchâtel</b> Office de la politique familiale et de l'égalité	80 % déléguée 80 % adjointe 50 % administration	<b>210 %</b> 3 personnes	126,1 % <b>166 500 habitant-e-s</b>	En charge aussi des questions familiales	1990
<b>Canton de Nidwald et d'Obwald</b>		<b>40 %</b> 1 personne	56,1 % <b>71 300 habitant-e-s</b>	Nouveau dès 2003	2003
<b>Canton de Saint-Gall</b> Service pour les questions juridiques d'égalité	80 % direction 50 % codirection 20 % ouvert	<b>150 %</b> 2 personnes	33,1 % <b>452 600 habitant-e-s</b>		1989
<b>Canton du Tessin</b> Consultation pour la condition féminine	100 % direction 50 % secrétariat	<b>150 %</b> 2 personnes	48,1 % <b>311 900 habitant-e-s</b>		1991
<b>Canton du Valais</b> Bureau de l'égalité	150 % déléguées 80 % secrétariat 20 % bibliothèque	<b>250 %</b> 5 personnes	89,9 % <b>278 200 habitant-e-s</b>	<b>Prestations en français et en allemand</b>	1993
<b>Canton de Vaud</b> Bureau de l'égalité	100 % direction 50 % juriste 50 % administration 80 % secrétariat + chargée de recherche 70 % auxiliaire en 2001 (pas encore fixe)	<b>280 %</b> 4 personnes + 70 % auxiliaire (1 personne) : <b>350 %</b>	44,7 % ( <b>280 %</b> ) <b>626 200 habitant-e-s</b>  <b>ou</b> 55,9 % ( <b>350 %</b> )		1991
<b>Ville de Lausanne</b>	70 % déléguée 50 % secrétaire	<b>120 %</b> 2 personnes	---	Tâches s'adressant au personnel de l'administration communale, soit environ 4000 personnes, éventuellement à la population lausannoise, mais relève plutôt du Bureau cantonal de l'égalité	
<b>Vaud ensemble</b>		<b>470 %</b> 7 personnes			
<b>Canton de Zurich</b> Service pour les questions juridiques d'égalité	70 % direction 180 % collaboratrices scientifiques 70 % secrétariat	<b>320 %</b> 5 personnes			1990
<b>Bureau de l'égalité de la</b>	80 % direction	<b>390 %</b>			

<b>ville de Zurich</b> Mandat externe	210 % projets 60 % secrétariat 40 % bibliothèque	7 personnes			
Service pour les questions féminines Département des finances de la ville de Zurich Mandat interne	100 % direction 2 × 50 % collaboratrices scientifiques 2 × 50 % projets	<b>300 %</b> 4 personnes			Occasionnellement stages de réinsertion
Ville de Winterthour	2 × 50 % direction 20 % secrétariat	<b>120 %</b> 3 personnes	133,9 % <b>89 612 habitant-e-s</b>		
<b>Zurich</b> ensemble		<b>1130 %</b>	92,2 % <b>1 228 600 habitant-e-s</b>		

5 Sources : Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité, état en septembre 2002, et Message du 6 avril 1993, *BGC* 1993 I 620 et suivants).

### 3. RAPPEL DE LA SITUATION INSTITUTIONNELLE DU BUREAU ET DE LA COMMISSION DE L'ÉGALITÉ HOMMES-FEMMES ET DE LA FAMILLE DU CANTON DE FRIBOURG

Le 6 mai 1993, le Grand Conseil a institué, par voie de décret de portée générale, un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille. Il en a fixé la durée de validité à cinq ans. Ce décret, devant initialement expirer au 1<sup>er</sup> février 1999, a été prorogé par le Grand Conseil le 8 mai 1998 pour cinq nouvelles années, soit jusqu'au 1<sup>er</sup> février 2004. Pour cela, le Conseil d'Etat avait soumis au Grand Conseil lors de la session de mai 1997, et conformément à l'article 7 al. 2 du décret précité, un rapport intermédiaire concernant les activités du Bureau et de la Commission après 3 ans (cf. *BGC* 1997, p. 258ss).

Dans son message du 8 avril 1997 accompagnant le rapport intermédiaire, le Conseil d'Etat indiquait qu'il avait eu maintes occasions d'apprécier la valeur et la qualité des activités et des réalisations du Bureau et de la Commission. Il estimait que ces organes avaient joué, durant les trois premières années de leur existence, le rôle de conseil, de promotion et d'information qui leur avait été assigné, et que le mandat qui leur avait été confié par le Grand Conseil avait été rempli.

Les formations politiques représentées au Grand Conseil ont unanimement salué l'ampleur et l'excellente qualité de l'activité déployée par le Bureau et la Commission, en relevant l'efficacité de ces organes et la pertinence des priorités adoptées alors. Les député-e-s ont par ailleurs reconnu que si les premiers résultats atteints étaient réjouissants, l'égalité entre femmes et hommes était encore loin d'être réalisée dans les faits et même fortement menacée par la conjoncture économique morose du moment.

A l'approche de l'échéance de la première durée de validité du décret, soit le 1<sup>er</sup> février 1999, et fort de l'accueil favorable réservé au Bureau et à la Commission par les député-e-s, le Conseil d'Etat a examiné deux options permettant à ces organes de poursuivre leurs activités. La première consistait à ancrer l'existence du Bureau et de la Commission dans une loi au sens formel. Cette solution, en soi idéale, n'a pas été retenue, en raison du fait que l'organisation et le fonctionnement de l'Etat étaient à l'étude dans le cadre du programme des réformes institutionnelles et administratives. Afin de disposer de toute la souplesse nécessaire pour adapter les structures et le fonctionnement du Bureau et de la Commission aux règles devant régir l'ensemble de l'administration cantonale, le Conseil d'Etat a décidé de proposer alors une prorogation de la durée de la validité du décret 1993.

L'occasion de cette prorogation a été saisie pour augmenter de 20 000 francs le montant de l'enveloppe budgétaire globale de 200 000 francs attribuée au Bureau et à la Commission d'une part, et pour abroger l'article 7 al. 2 d'autre part, car le rapport intermédiaire du Bureau et de la Commission faisait double emploi avec les rapports d'activité que présentaient chaque année ces organes au Grand Conseil.

Convaincu de la nécessité de permettre à ces organes de poursuivre, dans un climat serein de long terme, les tâches indispensables qui découlent du principe de l'égalité inscrit dans la Constitution fédérale, le Conseil d'Etat a élaboré le présent projet de loi instituant le Bureau et la

Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille du canton de Fribourg.

### 4. SITUATION ACTUELLE DANS LE CANTON

#### 4.1 Bases légales et réglementaires

Le Bureau et la Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille sont régis par le décret déjà mentionné (décret du 6 mai 1993 instituant un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille; RSF 122.24.3).

En outre, le Bureau assure, sous la responsabilité de la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, le secrétariat de la Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail (art. 3 al. 2 de l'arrêté du 9 juillet 1996 d'exécution de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes RSF 222.5.21).

Dans un arrêté du 18 décembre 2001, le Conseil d'Etat a institué une Commission pour une politique familiale cantonale globale et en a confié la présidence et la vice-présidence aux deux co-responsables du Bureau. Cette commission a pour mission principale d'élaborer un concept cohérent d'aide à la famille, en y intégrant les mesures principales existantes à adapter ou à créer dans les différents domaines touchant à la famille.

En outre, le Bureau assure le secrétariat du Club des questions familiales du Grand Conseil (art. 9 des Statuts du Club des questions familiales du 9 octobre 1997).

#### 4.2 Missions et domaines d'activité

Le Bureau veille à l'application de l'égalité entre femmes et hommes ainsi qu'à l'élimination de toute forme de discrimination de droit et de fait et incite une politique dans l'intérêt de la famille. Pour atteindre ces buts, en vertu de l'article 3 al. 2 du décret précité,

- il **conseille** et **informe** les autorités et les particuliers sur toutes les questions concernant l'égalité et la politique familiale;
- il **émet des recommandations**;
- il **examine** les actes législatifs et les mesures de l'Etat sous l'angle de l'égalité entre femmes et hommes;
- il **élabore** ou **coordonne**, d'entente avec les milieux intéressés, des **programmes et des campagnes** visant à promouvoir l'égalité des droits et une politique dans l'intérêt de la famille;
- il **constitue une documentation**;
- il **collabore** avec les bureaux des autres cantons et de la Confédération;
- il travaille en étroite collaboration avec la Commission de l'égalité et de la famille qui réunit des représentant-e-s des partis politiques du canton et des associations.

**La promotion de l'égalité entre femmes et hommes et les questions familiales** sont des tâches transversales. Elles touchent aussi bien au secteur public que privé, englobent toutes les générations, mettent en valeur différents modes de vie, notamment la vie de famille dans ces différentes facettes, s'occupent des questions sociales ainsi que de l'économie, se penchent sur des questions

juridiques et sur la réalité vécue en ne perdant pas de vue l'objectif d'une société égalitaire, juste et ouverte pour toutes et tous.

Correspondant à cette vaste gamme de domaines qui touchent à l'égalité et aux questions familiales, le Bureau travaille sur plusieurs axes, en reliant les sujets entre eux et en profitant des synergies possibles. Des partenariats sont créés autour de projets spécifiques et sont aussi nombreux que les champs d'interventions des déléguées à l'égalité.

En outre, le Bureau remplit des fonctions particulières qui sont notamment celles d'être:

- **un observatoire** qui saisit les nouveaux thèmes, défis et orientations marquant notre vie sociale (par exemple dans le domaine de la petite enfance, des accueils extra-familiaux, de la conciliation travail/famille, de la politique familiale, etc.); c'est aussi **un lieu d'information et de communication**;
- **une plateforme** entre les différents partenaires publics et privés, entre les milieux et les services concernés et intéressés sur le plan local, cantonal et national. Il profite des mesures et des projets développés à l'échelle de la Confédération ou entre les cantons et peut, contre un investissement très modeste, en faire bénéficier le canton de Fribourg (par exemple: la Journée des filles, la lutte contre le harcèlement sexuel au travail et contre la violence domestique, l'analyse économique portant sur la rentabilité des crèches, etc.);
- **un partenaire d'action** pour la mise sur pied de projets dans le domaine de l'égalité ou de la famille au sein de l'Etat ou avec des milieux privés (par exemple: pour l'élaboration du rapport pour une Politique familiale globale pour le canton de Fribourg; la coordination du réseau d'intervention dans la lutte contre la violence domestique).

Voici, sans prétention d'exhaustivité, une présentation des thèmes, des domaines d'action et projets principaux qui ont été traités par le Bureau au cours des dernières années, ainsi que les partenariats créés à l'occasion de ces thèmes:

#### 4.2.1 Egalité entre femmes et hommes

##### 4.2.1.1 Egalité de droit

Ainsi que déjà mentionné, la Constitution fédérale proclame, en son article 8 al. 3, l'égalité de droit et de fait entre les femmes et les hommes. L'application formelle et factuelle de cette disposition implique toutefois encore des modifications dans différents domaines où l'égalité n'est pas encore réalisée. Dans ce contexte, les bureaux cantonaux et le Bureau fédéral de l'égalité sont les garants d'une expérience et d'une expertise nécessaires à cette tâche. Concrètement, ils sont une référence importante pour différentes problématiques.

- Ainsi le Bureau fribourgeois de l'égalité et de la famille a rédigé des réponses à différentes consultations soit sur le niveau cantonal, soit sur le niveau fédéral.
- Il a organisé un Colloque sur la loi sur l'égalité entre femmes et hommes (Fribourg 1996).
- Il a élaboré un catalogue des inégalités de droit dans la législation fribourgeoise (1999).

- Il a coordonné l'élaboration du rapport du canton de Fribourg pour le catalogue de l'ONU concernant la discrimination à l'égard des femmes (CEDAW 2001).

- Il a collaboré aux prises de positions sur des cahiers d'idées édités à l'occasion de la révision totale de la Constitution cantonale.

Différents partenariats ont été institués pour ces projets: avec l'administration cantonale, le Service de législation, les Conférences suisse et latine des délégué-e-s à l'égalité, et le groupe Di@logue-femmes de la Constituante.

##### 4.2.1.2 Egalité dans le monde du travail

Dans la réalité concrète, des lacunes existent face à l'exigence formelle, constitutionnelle, d'égalité de fait entre les genres. Le monde du travail reste un des domaines prioritaires d'action pour que les femmes aient effectivement les mêmes chances d'accès, de salaire, de promotion et d'épanouissement que les hommes. Le Bureau assume un rôle important pour les questions d'égalité dans la vie professionnelle:

- Ainsi le Bureau est régulièrement consulté par des personnes ou des entreprises privées, ainsi que par des services de l'administration à propos de questions liées à la loi sur l'égalité entre femmes et hommes.

- Il a participé à la campagne romande de sensibilisation «Réagissons» (2000) et a lancé en été 2001 une action d'information et sensibilisation liée à l'existence – dans le canton de Fribourg – de la Commission de conciliation.

- Il participe au projet d'EspaceFemmes Fribourg qui a mis en place un centre de formation et de consultation juridique et sociale pour les questions liées à la vie professionnelle des femmes.

- Il participe à une Campagne «Contre le harcèlement sexuel» menée auprès des entreprises de Suisse Romande et de leurs employé-e-s et à l'établissement d'un règlement-type (2002-2003).

Parmi les mesures prises pour la réalisation de l'égalité dans les rapports de travail dans l'administration fribourgeoise, le Bureau a favorisé:

- Des mesures contre le harcèlement sexuel dans l'administration par l'élaboration de directives en étroite collaboration avec le Service du personnel et d'organisation, par la gestion du groupe interne à l'Etat des personnes de confiance en cas de harcèlement sexuel et par l'organisation de cours.

- Il a aussi publié une enquête: «Egalité de chances dans l'administration fribourgeoise» (2000).

Différents partenariats ont été institués pour ces démarches: avec le Service du personnel et d'organisation et différents autres services de l'Etat de Fribourg, le Centre de consultation juridique et professionnelle d'EspaceFemmes Fribourg, la Conférence romande et tessinoise des offices cantonaux de protection des travailleurs et l'Inspection cantonale du travail.

##### 4.2.1.3 Egalité à travers le langage

Le langage est un phénomène en perpétuelle évolution et à travers lui peut se jouer la visibilité du genre féminin dans notre société.

Soucieux de la reconnaissance à accorder aux femmes à travers le langage, le Bureau a, en collaboration avec le Service de législation et la Chancellerie d'Etat, rédigé un projet qui a été approuvé et promulgué par le Conseil d'Etat:

- *Recommandations concernant l'égalité linguistique entre femmes et hommes* (1998)

Il a aussi mené une campagne de sensibilisation pour un langage épïcène dans l'administration fribourgeoise (2001), auprès des communes (2002) et auprès du groupe rédactionnel de la Constituante (2002) à travers la diffusion de:

- La publication de la Conférence latine des déléguées à l'égalité «*Ecrire les genres. Guide romand d'aide à la rédaction administrative et législative épïcène*» (2001).
- Distribution du document en langue allemande «*Geschlechtergerechte Sprache – wirkungsvolle Kommunikation*» publié par le Bureau de l'égalité de Bâle-Campagne.

Différents partenariats ont été institués pour ces démarches: avec le Service de législation et la Chancellerie d'Etat, la Conférence latine des déléguées à l'égalité.

#### 4.2.1.4 La formation professionnelle des jeunes filles

En cohérence avec l'importance accordée à l'égalité entre les genres dans la vie professionnelle, le Bureau est présent en amont de l'insertion dans la vie active. C'est ainsi qu'il s'engage dans différents projets favorisant l'égalité des chances entre jeunes filles et jeunes hommes face à la formation professionnelle:

- Il a participé au Projet «16+» de la Conférence Suisse des Délégué-e-s à l'égalité et au projet «Tekna» de la Conférence latine des déléguées à l'égalité: promotion des femmes dans des métiers traditionnellement masculins.
- Il a initié et coordonné le Projet «Stages pour filles dans des métiers atypiques» pour toutes les jeunes filles de la 8<sup>e</sup> année de scolarité dans tout le canton (1999–2003). Ce programme est financé par les subventions fédérales liées aux arrêtés fédéraux sur les places d'apprentissage. Il est le fruit d'une collaboration avec le Service de la formation professionnelle ainsi qu'avec le Service de l'orientation professionnelle et de la formation des adultes; il a touché environ 800 filles dans les deux parties linguistiques du canton de Fribourg.
- Il a mené des actions de sensibilisation des jeunes filles, des enseignant-e-s, des parents et des entreprises par la diffusion de brochures et autres moyens pédagogiques.
- Il a participé (en 2001 et 2002), à l'action et au concours de la «Journée des filles» qui invite les jeunes filles à accompagner un-e parent-e sur sa place de travail.
- Il a participé au comité d'organisation du Village des métiers de la Foire de Fribourg 2000 et 2002 et a organisé, une Journée de l'égalité dans la formation professionnelle avec des ateliers destinés aux élèves des CO, ainsi qu'une table ronde traitant des barrières

existant encore dans le domaine de l'égalité dans la formation professionnelle.

- Il a participé à la diffusion du classeur pédagogique: «*Apprendre l'égalité*» publié par la conférence latine des déléguées à l'égalité (1997).

Différents partenariats ont été créés au cours de ces actions: avec le Service de la formation professionnelle, le Service d'orientation professionnelle et de la formation des adultes, les Conférences suisse et latine des délégué-e-s à l'égalité, l'Union patronale fribourgeoise, les Cycles d'orientation du canton de Fribourg et les conseillers et conseillères en orientation professionnelle ainsi que des maîtres de classes, les entreprises fribourgeoises qui forment des apprenti-e-s, la Déléguée à l'égalité de l'Université de Fribourg, la Haute Ecole fribourgeoise de technique et de gestion.

#### 4.2.1.5 La lutte contre la violence conjugale

Le Bureau s'est engagé dans différentes actions afin que l'égalité, le respect et la dignité des partenaires soient assurés dans les couples et dans les familles:

- Il a participé à la Campagne de la Conférence Suisse des délégué-e-s à l'égalité: «Halte à la Violence» (1997).
- Il a organisé le Colloque sur la violence conjugale à Fribourg (2000).
- Il assure la gestion du groupe de travail interdisciplinaire créé à la suite du Colloque de 2000 afin de mieux coordonner la collaboration entre les services fribourgeois concernés par cette problématique et dans l'objectif de la création d'un projet d'intervention contre la violence domestique (dès 2000).
- Il prépare – dans le cadre du groupe de travail interdisciplinaire – une carte d'urgence pour l'information des femmes victimes de violence domestique (2003).
- Il apporte un soutien et assure la promotion du programme de prévention de Jacqueline de Puy mené auprès des jeunes «Sortir ensemble et se respecter» (dès 2002).
- Il a publié les actes du Colloque «*Violence conjugale dans le canton de Fribourg*» (2002)
- Il collabore au groupe de travail de la Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité sur la violence conjugale.

Différents partenariats ont été institués pour ces démarches: avec *Solidarité-Femmes de Fribourg*, la *Police cantonale*, l'*Hôpital cantonal*, l'*Hôpital psychiatrique cantonal*, les *Préfectures*, le *Service de l'enfance et de la jeunesse*, le *Service de l'action sociale*, les *Services d'Aide aux Victimes (groupe interdisciplinaire sur la problématique de la violence conjugale dans le canton de Fribourg)*, le *Fonds National Suisse* et l'*Institut d'études sociales à Genève*, la *Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité*, le *Service de la statistique*.

#### 4.2.1.6 L'égalité dans la vie publique

Le Bureau a mené différentes actions pour soutenir l'engagement des femmes dans la vie politique et afin que celles-ci soient davantage représentées au sein des autorités exécutives et législatives:

- Il a établi un registre des femmes intéressées à un mandat public à Fribourg (1996).

- Il a organisé des rencontres destinées aux candidates aux élections nationales de 1995 et 1999 et aux élections cantonales de 2001. Il a lancé, au cours des élections cantonales de 1996, une étude sur le profil des candidates féminines.
- Il a proposé une exposition sur l'histoire du droit au suffrage des femmes (1998).
- Il a organisé des cours «Femmes dans la vie publique» (en allemand) (1998-2000).
- Il a participé aux activités de la marche mondiale des femmes à Fribourg (2001).
- Il a publié l'étude sur «*Les femmes fribourgeoises face à la politique*» (1999).
- Il a – sur proposition de M<sup>me</sup> la Conseillère d'Etat Ruth Lüthi – organisé (avec EspaceFemmes Fribourg) une rencontre conviviale des femmes élues dans des exécutifs communaux à l'occasion de plusieurs jubilées liés à l'égalité (2001).

Des partenariats ont été créés au cours de ces actions: avec les partis politiques du canton de Fribourg; avec EspaceFemmes Fribourg.

#### 4.2.1.7 L'égalité et les femmes migrantes

Le Bureau a mené différentes actions en lien avec ces personnes issues de groupes minoritaires:

- Il a participé activement, au sein de l'association EspaceFemmes Fribourg, à la mise en place d'un lieu de rencontre, de formation et de consultation sociale et juridique pour les femmes suisses et migrantes du canton de Fribourg (dès 1996).
- Il a, en collaboration avec différentes associations et institutions sociales, élaboré une brochure sur les droits des femmes de ménage (2002–2003).

Les partenaires de ces démarches sont: EspaceFemmes Fribourg, Caritas, la Croix-Rouge fribourgeoise, le Centre Suisses-Immigré-e-s, les milieux syndicaux.

#### 4.2.1.8 Femmes et économie

L'engagement en faveur de l'égalité dans la vie professionnelle implique aussi des actions spécifiques pour que les femmes se lancent dans la vie économique. Pour cela, le Bureau a abordé deux axes liés aux spécificités linguistiques des partenaires.

- Il a collaboré avec la FOBE (Frau und Beruf).
- Il a participé, dans le cadre du programme européen d'Interreg IIIA, à l'organisation du colloque traitant d'économie, de formation et de carrières: «Femmes – égalité sans frontières!» à Delle (F) et Boncourt (CH) (octobre 2001).

Des partenariats actifs ont été créés au cours de ces projets: avec la Conférence latine des déléguées à l'égalité, la FOBE.

### 4.2.2 Politique familiale

#### 4.2.2.1 Information

Pour que les familles connaissent mieux leurs droits ainsi que les offres de prestations et services existant dans le canton de Fribourg:

- Le Bureau a élaboré et diffusé un *Classeur des familles* (1997) et assure sa mise à jour française et allemande (réédition de la version française 2000).

Divers partenariats ont été créés pour ce projet: avec la Conférence latine des déléguées à l'égalité; le Service de législation; le Service de l'action sociale.

#### 4.2.2.2 Une politique familiale cantonale

En s'appliquant pour que les institutions puissent mieux profiter de leurs synergies et en établissant un lien avec les organismes fédéraux, le Bureau cherche à faciliter la vie des familles fribourgeoises:

- Il gère le secrétariat du Club des questions familiales du Grand Conseil.
- Il est membre du Comité de Pro Familia Fribourg.
- Il a accompagné le projet intégré «Familles en situation de précarité dans le canton de Fribourg» d'un groupe d'étudiantes de la Chaire de Travail Social de l'Université de Fribourg (1998–2000).
- Il préside la Commission cantonale pour une politique familiale globale qui est en train de préparer un rapport au Conseil d'Etat présentant un concept et un catalogue de mesures concrètes pour notre canton (2002–2003).
- Il a publié: «*Familles en situation de précarité dans le canton de Fribourg. Une réflexion et des recommandations pour une politique familiale cantonale globale*» (2000).

Différentes collaborations sont nées à l'occasion de ces projets: avec le Département Travail social et Politiques sociales de l'Université de Fribourg; les différents services de l'Etat et associations composant la Commission pour une politique familiale cantonale; avec Pro Familia Fribourg; le Service de l'enfance et de la jeunesse; l'Office Familial Fribourg; l'Association Education familiale; le Directeur de la division de l'action sociale du Canton du Tessin; la Commission fédérale des Questions familiales COFF; l'OFAS.

#### 4.2.2.3 Conciliation entre vie familiale et vie professionnelle

Pour que d'une part, l'égalité au sein de la famille soit favorisée, et que d'autre part, les réalités nouvelles auxquelles sont confrontés les familles d'aujourd'hui (diverses structurations: familles monoparentales, recomposées, et importante participation des mères de famille au marché du travail) soient réellement prises en compte, le Bureau a mené plusieurs démarches:

- Il a mené une étude sur la situation des crèches dans le canton de Fribourg (1995).
- Il a mené une étude sur la mise en pratique de la loi sur les structures d'accueil de la petite enfance (1998/99).
- Il a mené une étude sur les besoins pour des accueils extrascolaires et sur la situation dans le canton de Fribourg en collaboration avec l'Institut pour la recherche et la consultation dans le domaine de la famille de l'Université de Fribourg et Pro Familia Fribourg (2001/02).
- Il a organisé – avec Pro Familia Fribourg – une soirée d'information sur la prise en charge extra-familiale des enfants et les exigences liées au subventionnement

fédéral découlant du programme d'impulsion Fehr (octobre 2003)

- Il a lancé – à l'aide de la brochure de la campagne «Fairplay at home» – une action de sensibilisation des jeunes parents au partage des tâches au sein de la famille (2003).
- Ainsi a-t-il publié et diffusé plusieurs brochures:
  - «*Quels nids ?*» (1995)
  - «*Accueil de la petite enfance – un atout pour les communes*» (1999)
  - «*Les accueils extrascolaires dans le canton de Fribourg*» (2002)
  - «*La crèche est rentable, c'est son absence qui coûte*», dans le cadre de la Conférence latine des déléguées à l'égalité, (2002).

Plusieurs partenariats ont été mis en place pour ces démarches: avec la *Fédération des crèches et des accueils extrafamiliaux du canton de Fribourg*; *Pro Familia Fribourg*; *l'Institut de recherche et de consultation dans le domaine de la famille*; *le Service de la statistique*; *le Bureau fédéral de l'égalité entre femmes et hommes*; *la Conférence suisse des délégué-e-s à l'égalité*; *l'Office familial de Fribourg*; *le Service des institutions et assurances sociales de la ville de Fribourg*; *l'Association des Parents d'Elèves de Fribourg*; *la Préposée à la protection des données du canton de Fribourg*; *le Service de l'enfance et de la jeunesse*; *la Centrale pour les questions familiales de l'OFAS*.

#### 4.2.2.4 Assurance-maternité

Le Bureau souhaite que les nouveaux-nés soient accueillis dans de bonnes conditions.

- Il a organisé une exposition itinérante pour soutenir la création d'une assurance-maternité (1995).
- Il a participé au comité pour la votation nationale de 1999.
- Il a publié: «*Assurance-maternité – un constat fribourgeois*» (1998).

Des partenariats mis en place au cours de ces démarches ont existé avec: *le Comité fribourgeois pour une assurance-maternité (votation fédérale de 1999)*; *Espace-Femmes Fribourg*.

### 4.3 Quelques projets d'avenir prévus par le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille

Différentes problématiques impliquent encore des attentions particulières en termes d'études à mener mais surtout en termes de projets concrets à initier ou à poursuivre.

La prise de conscience qui s'est opérée sur les problèmes d'égalité entre femmes et hommes est importante, et les Bureaux de l'égalité y ont activement participé par différentes actions de sensibilisation. Mais cela serait un leurre de croire qu'une problématique est résolue parce qu'on la connaît. Il s'agit en effet de poursuivre, voire d'activer, les multiples démarches concrètes pour la mise en place réelle d'une égalité de fait. Le Bureau envisage à cet effet de mettre encore plus un accent sur la phase opérationnelle liée aux mesures concrètes indispensables tant à l'égalité qu'à la promotion de la famille.

Voici des exemples de ce qui pourrait être mis en œuvre spécifiquement dans notre canton ou développé à partir d'actions nationales ou inter-cantoniales grâce aux importantes synergies existant dans les réseaux de travail mis en place par le Bureau aux cours des années.

#### 4.3.1 Dans le domaine de l'égalité

##### a) Dans le champ professionnel

- Campagnes pour l'égalité des salaires (projet de la Conférence latine des déléguées à l'égalité).
- Promotion de différents modèles de temps de travail.
- Certificat pour le travail bénévole (projet de la Commission égalité et famille).
- Formation pour faciliter la réinsertion professionnelle.

##### b) Dans le champ de la formation

- Thématiser l'égalité dans la formation des enseignant-e-s.
- Promotion du classeur «Apprendre l'égalité» auprès des écoles et collaboration pour l'amélioration des moyens pédagogiques dans le sens de l'égalité.
- Promotion de l'élargissement du choix professionnel des jeunes filles.
- Journée des filles.

##### c) Face à la violence

- Mise en place d'un projet d'intervention contre la violence domestique dans le Canton de Fribourg..
- Développement, auprès des jeunes, du programme de prévention «Sortir ensemble et se respecter».

#### 4.3.2 Dans le domaine de la famille

##### a) Pour une politique familiale globale

- Mise en œuvre du catalogue de mesures pour une politique familiale globale en fonction des priorités définies par le Conseil d'Etat (dans le domaine des assurances sociales, de la conciliation entre travail et famille, de la fiscalité, de l'information et de la coordination).
- Projet sur la situation des familles migrantes.

##### b) Pour améliorer la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle

- Promotion de places d'accueil extrafamiliales.
- Promotion de la conciliation vie familiale et vie professionnelle par des nouveaux modèles de temps de travail.
- Recherches sur la situation des pères de famille entre vie professionnelle et vie privée.
- Promotion et application d'une certification nationale pour les entreprises menant une politique du personnel active en faveur des familles.
- Mise en œuvre cantonale des campagnes de sensibilisation du Bureau fédéral de l'Egalité «Fair-play at home» et «Fair-play at work».

### c) Pour améliorer l'information aux familles

- Site Internet pour les familles fribourgeoises sur la base des informations répertoriées jusqu'ici dans le classeur de la famille.
- Guichet famille
- Coordination des interventions en faveur de la famille.

### 4.4 La Commission de l'égalité et de la famille

La Commission cantonale de l'égalité et de la famille accompagne le Bureau dans une part importante de ses activités: elle le soutient et le conseille. Elle est composée de 15 membres. Ces hommes et ces femmes représentent les associations féminines et les associations intéressées aux questions familiales, ainsi que les partis politiques.

Voici la représentation actuelle de la Commission de l'égalité et de la famille désignée par le Conseil d'Etat:

- l'Association fribourgeoise des paysannes
- l'Association des femmes broyardes
- la Fédération romande des consommateurs
- le Service social cantonal
- la Commission intersyndicale de l'égalité
- Solidarité-Femmes Fribourg
- Elternbildung Deutschfreiburg
- Katholischer Frauenbund Deutschfreiburg
- le Parti Démocrate Chrétien
- le Parti Socialiste
- le Parti Radical Démocratique
- l'Union Démocratique du Centre
- le Parti Chrétien Social
- le Mouvement Ouverture
- les Vert-e-s

Le Conseil d'Etat nomme une personne à la présidence de cette Commission. Une délégation de 3 membres accompagnant le / la président-e ainsi que le / la vice-président-e constitue le bureau exécutif. Celui-ci est en lien plus étroit avec les déléguées du Bureau notamment pour l'organisation des séances de plénum qui se déroulent en fonction d'un programme de travail et/ou de l'actualité.

Il est tenu compte, dans la mesure du possible, d'une représentation équitable des différents districts. On peut aussi noter qu'actuellement trois membres de cette Commission sont aussi député-e-s au Grand Conseil et l'un d'eux est membre de la Constituante.

## 5. LE PROJET DE LOI

### 5.1 La consultation restreinte

Le Conseil d'Etat a organisé une consultation restreinte à tous les partis politiques cantonaux et à toutes les Directions de l'administration cantonale. Dans le cadre de cette consultation, il a en particulier posé la question de savoir si l'acte juridique devant à l'avenir régir l'activité du Bureau et de la commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille devait être une loi ou un décret. Il a éga-

lement souhaité savoir quel pourrait être le statut le plus approprié pour cet organe, soit un bureau rattaché administrativement à une direction (situation actuelle), soit un service au sens formel de l'administration cantonale.

La synthèse des résultats de cette consultation a permis de mettre en évidence le fait que la forme de la base légale était généralement considérée comme étant la plus adéquate pour régir à l'avenir l'activité du Bureau et de la Commission. En ce qui concerne le futur statut du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, la synthèse des résultats de la consultation restreinte a mis en évidence des avis assez mitigés, mais selon la majorité des prises de position, c'est le rattachement administratif à une Direction, et non pas la création d'un Service de l'administration qui devrait être la solution à privilégier.

De manière générale, il est ressorti de la procédure de consultation que le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille est devenu un élément important, voire incontournable de la vie fribourgeoise, et que ses activités sont généralement très appréciées.

### 5.2 Les grandes lignes du projet

La réalisation de l'égalité de droit et de fait est un mandat qu'impose la Constitution fédérale. S'il est vrai que des progrès ont été accomplis à cet égard, il reste encore beaucoup à faire. Or, l'égalité de fait ne pourra être réalisée que si cela reste un objectif clairement déterminé.

Domaine complémentaire, le soutien à la famille qui s'avère particulièrement nécessaire à l'heure actuelle, est devenu un thème important à l'échelle nationale et constitue une des priorités du Conseil d'Etat pour la présente législature (objectif n° 6 du programme gouvernemental pour la législature 2000–2006).

Aussi, fort de l'expérience de fonctionnement positive du Bureau qui a commencé ses activités le 1<sup>er</sup> juin 1994, et de sa bonne insertion dans le tissu institutionnel cantonal et fédéral, le Conseil d'Etat propose l'institutionnalisation du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille afin de lui permettre de poursuivre, dans des conditions adéquates, ses nombreuses tâches dans le domaine de l'égalité entre hommes et femmes et du soutien aux familles. La Commission est aussi institutionnalisée.

Le Conseil d'Etat est convaincu de l'importance pour notre canton de pouvoir bénéficier d'un centre de compétences dans ces thématiques complémentaires, de disposer d'un organisme flexible répondant aux exigences de l'égalité et s'adaptant à l'évolution très dynamique de la politique familiale globale. Il s'agira aussi de pouvoir coordonner la gestion des mesures – proposées dans le futur rapport pour une politique familiale globale – qui seront retenues par le Conseil d'Etat.

Le maintien du Bureau et son ancrage institutionnel durable par une base légale constituent une option correspondant au mandat constitutionnel. Cela assure aussi, de façon adéquate, la pérennité du travail. En effet, après deux prorogations du décret instituant un Bureau et une Commission, cette institutionnalisation permettrait une plus grande mise en perspective des activités déployées et une meilleure intégration dans les structures de l'Etat. C'est aussi une démarche cohérente avec la politique du Conseil d'Etat en la matière au cours des années passées et pour les années à venir.

Doté jusqu'ici d'une enveloppe annuelle de 220 000 francs, le Bureau de l'égalité et de la famille a développé de nombreux projets et participé à de multiples actions. Toutes ses activités se sont déployées dans le souci d'assurer les prestations cantonales aussi bien en français qu'en allemand. Il a fait preuve de beaucoup d'efficacité ce qui a permis de mener sa mission au mieux en fonction des modestes moyens à disposition.

Afin de pouvoir remplir ses fonctions de façon adéquate, le Bureau de l'égalité et de la famille sera désormais intégré dans la structure administrative de l'Etat tout en gardant une certaine autonomie d'organisation. Il est prévu qu'il sera rattaché administrativement à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts, comme jusqu'à présent.

La Commission de l'égalité et de la famille garde, pour sa part, ses prérogatives actuelles sans modification aucune par rapport à la situation prévalant de 1994 jusqu'à ce jour.

## **6. INCIDENCES DU PROJET**

### **6.1 Incidences financières et en personnel**

D'un point de vue financier, le projet présenté ici n'entraîne pas de nouvelles dépenses au sens propre. Il y a lieu de constater que le Bureau voit, de façon continue, ses tâches et mandats augmenter sur une base de dotation en personnel et en moyens financiers qui – eux – restent stables. Entre 1999 et 2003, le Bureau a bénéficié, grâce à un projet spécifique qu'il a initié dans le canton, de subventions fédérales annuelles de 40 000 francs liées aux arrêtés fédéraux sur les places d'apprentissages. Ce programme se termine cette année et, avec lui, cesse ce complètement budgétaire important.

Afin de ne pas précariser ses moyens d'actions futurs, une adaptation des ressources mises à disposition des projets du Bureau et de la Commission s'avérera nécessaire. Cette adaptation pourra s'opérer dans le cadre budgétaire fixant l'enveloppe financière gérée par le Bureau. Ces mesures financières sont d'autant plus nécessaires que la présence des deux communautés linguistiques dans notre canton ajoute des frais importants en terme de travail de traduction et d'adaptation assuré presque exclusivement à l'interne, et doublant systématiquement toutes les démarches de courriers collectifs et de publications placées sous la responsabilité du Bureau.

### **6.2 Répartition des tâches entre l'Etat et les communes et conformité au droit européen**

Le présent projet n'entraîne aucune incidence sur la répartition des tâches entre l'Etat et les communes. Il est en outre conforme au droit européen.

## **7. COMMENTAIRES DES ARTICLES**

### **Art. 1 But**

Cet article reprend le but qu'énonce l'article premier du décret de 1993. Il rappelle qu'il appartient aussi à notre canton de réaliser le mandat constitutionnel, d'assumer l'égalité entre femmes et hommes, de veiller à l'élimination de toutes formes de discrimination, de fait et de droit, et de mener une politique dans l'intérêt de la famille.

### **Art. 2 Organes a) en général**

L'article 2 al. 1 institue à demeure les organes que le décret précité avait constitués pour une durée déterminée. Ces organes sont le Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille, d'une part, et la Commission cantonale de l'égalité hommes-femmes et de la famille, d'autre part. A l'instar du décret, cette disposition se réfère à l'adverbe «notamment» pour souligner que l'institution d'un bureau et d'une commission n'est pas l'unique moyen de réaliser l'égalité de droit et de fait.

L'alinéa 2 confirme le rattachement administratif, au sens de l'article 61 de la loi du 16 octobre 2001 sur l'organisation du Conseil d'Etat et de l'administration (LOCEA; RSF 122.0.1), du Bureau et de la Commission à la Direction compétente. Ce rattachement concrétise l'indépendance dont doivent jouir ces organes pour réaliser leurs missions respectives. En l'occurrence, le Conseil d'Etat a décidé de rattacher administrativement ces organes à la Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts.

### **Art. 3 b) Bureau**

L'article 3 al. 1, qui est la reprise de l'article 3 al. 1 du décret, définit de manière générale le mandat confié au Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille. Cette disposition circonscrit les activités du bureau.

En sa qualité d'organisme de conseil et de consultation, le Bureau doit être à la disposition non seulement des citoyennes et des citoyens mais aussi des organisations et des autorités du canton et des communes.

En tant qu'organisme d'exécution, le Bureau se voit confier, outre ses propres tâches, certains mandats et/ou tâches par le Conseil d'Etat, tels par exemple des expertises ou l'étude de directives ainsi que des tâches de coordination. Comme organisme d'examen, le Bureau est chargé notamment de vérifier, en permanence, la conformité avec l'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale des textes de loi et des mesures décidées dans le canton.

Les alinéas 2 et 3 règlent les questions d'attributions de compétence du Bureau. Il ne paraît pas judicieux d'énumérer ses compétences de manière exhaustive dans la loi elle-même. Un tel catalogue se révèle malaisé et sa rigidité empêcherait que les attributions du Bureau évoluent au gré des circonstances. Le règlement d'exécution permettra de préciser les diverses attributions et compétences, notamment les relations du Bureau avec les divers services étatiques. Cette voie permet en outre de mieux définir les priorités que le Bureau accorde à l'accomplissement de certaines tâches, compte tenu des moyens mis à sa disposition.

L'alinéa 4 se rapporte au personnel du Bureau. Le Conseil d'Etat est conscient que l'efficacité du Bureau dépend de plusieurs facteurs, mais surtout du personnel mis à sa disposition. Il veillera, comme par le passé, à tenir compte des spécificités géographiques et linguistiques de notre canton. Au surplus, la dotation en personnel suivra la procédure budgétaire ordinaire et les rapports de travail seront régis, comme ils le sont d'ailleurs déjà aujourd'hui, par la législation sur le personnel de l'Etat.

### **Art. 4 c) Commission**

Comme par le passé, la tâche essentielle de la Commission sera d'assister le Bureau et d'assurer la liaison entre celui-ci et les associations intéressées. Cette Commission

accueille en effet des représentant-e-s des diverses associations actives dans le domaine de l'égalité et de la famille; elle est le lieu où ces associations peuvent collaborer avec le Bureau et lui donner des impulsions.

Afin de faciliter le rôle de conseil et de soutien, le secrétariat de la Commission continuera à être assuré par le Bureau.

#### **Art. 5 Financement**

Soucieux de laisser au Bureau et à la Commission l'autonomie la plus grande possible, le Conseil d'Etat propose de leur attribuer une enveloppe budgétaire, dont le montant sera déterminé chaque année à l'occasion de l'adoption du budget de l'Etat.

Cette enveloppe devra couvrir tous les frais de fonctionnement de ces deux organes.

#### **Art. 6 Dispositions finales**

La formule législative retenue étant celle d'un acte essentiellement organique comprenant les dispositions principales, un règlement d'exécution réglant toutes les autres questions est nécessaire. Elles comprendront en particulier l'organisation, les tâches et le fonctionnement du bureau et de la commission. Ce faisant, on pourra s'inspirer du règlement du 16 mai 1994 sur l'organisation et le fonctionnement du Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille et la détermination des modes de collaboration avec l'administration cantonale, dont la validité a expiré.

Nous vous invitons à adopter ce projet de loi instituant un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille.

### **BOTSCHAFT Nr. 85** 19. August 2003 **des Staatsrats an den Grossen Rat** **zum Entwurf des Gesetzes über das** **Büro und die Kommission für die Gleichstellung** **von Frau und Mann und für Familienfragen**

Hiermit unterbreiten wir Ihnen den Entwurf des Gesetzes über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen. Die Botschaft zum Gesetzesentwurf, der bei den politischen Parteien des Kantons und den Direktionen des Staatsrats in eine eingeschränkte Vernehmlassung gegeben wurde, ist wie folgt gegliedert:

1. Einleitung
  - 1.1. Gleichstellung von Frau und Mann
  - 1.2. Stand auf Bundesebene
  - 1.3. Stand auf Kantonebene
2. Situation der Gleichstellungsbüros in den Kantonen und gewissen Schweizer Städten
3. Das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann für Familienfragen im Kanton Freiburg als Institutionen
4. Aktuelle Lage im Kanton
  - 4.1. Gesetzliche Grundlagen
  - 4.2. Auftrag und Tätigkeitsgebiet

- 4.3. Projekte des Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen
- 4.4. Die Kommission für Gleichstellung und Familienfragen
5. Der Gesetzesentwurf
  - 5.1. Die eingeschränkte Vernehmlassung
  - 5.2. Der Gesetzesentwurf in den Grundzügen
6. Auswirkungen des Gesetzesentwurfs
  - 6.1. Finanzielle und personelle Auswirkungen
  - 6.2. Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden und Übereinstimmung mit dem Europarecht
7. Kommentar zu den einzelnen Artikeln

## **1. EINLEITUNG**

### **1.1 Gleichstellung von Frau und Mann**

Zehn Jahre nach der Einführung des Frauenstimmrechts auf Bundesebene haben das Volk und die Kantone am 14. Juni 1981 einen neuen Verfassungsartikel über die Gleichberechtigung von Frau und Mann angenommen. Diese Bestimmung ist seither in Artikel 8 Abs. 3 der Bundesverfassung vom 18. April 1999 verankert und lautet folgendermassen:

*«Frau und Mann sind gleichberechtigt. Das Gesetz sorgt für ihre rechtliche und tatsächliche Gleichstellung, vor allem in Familie, Ausbildung und Arbeit. Frau und Mann haben Anspruch auf gleichen Lohn für gleichwertige Arbeit.»*

Diese Bestimmung enthält nicht nur den Grundsatz der rechtlichen Gleichstellung von Frau und Mann in allen Lebensbereichen. Da die Gleichstellung nicht mit einer Grundsatzklärung verwirklicht werden kann, verlangt die Verfassung auch die Förderung der tatsächlichen Gleichstellung von Frau und Mann, der Chancengleichheit innerhalb des Staates und in der Gesellschaft. Die staatlichen Organe haben daher eine doppelte Funktion: Sie müssen im Rahmen der Gesetzgebung dafür sorgen, dass der Grundsatz der Gleichstellung beachtet wird und noch bestehende Ungleichheiten beseitigt werden. Daneben müssen sie sich in allen Lebensbereichen dafür einsetzen, dass die Gleichstellung konkretisiert und die notwendigen Gleichstellungsmassnahmen aktiv gefördert werden.

Diese Verfassungsgrundsätze wurden im Bundesgesetz vom 24. März 1995 über die Gleichstellung von Frau und Mann konkretisiert (GIG; SR 151.1).

### **1.2 Stand auf Bundesebene**

Der Bundesrat schuf bereits 1976 die Eidgenössische Kommission für Frauenfragen als beratendes Organ für alle Fragen in Bezug auf die Stellung der Frau in der Schweiz. Auf diesem Weg gab er vor allem Empfehlungen ab und überwachte die Entwicklung der rechtlichen Gleichstellung.

Mit der Verordnung vom 24. Februar 1988 schuf der Bundesrat das Eidgenössische Büro für die Gleichstel-

lung von Frau und Mann, das seine Tätigkeit am 1. September 1988 aufnahm. Das Büro fördert die Einhaltung des Grundsatzes der Gleichstellung von Frau und Mann in allen Lebensbereichen und setzt sich für die Beseitigung jeglicher Form direkter und indirekter Diskriminierung ein (vgl. Art. 5 der Organisationsverordnung des Bundesrates vom 28. Juni 2000 für das Eidgenössische Departement des Innern; SR 172.212.1).

### 1.3 Stand auf Kantonsebene

Der in Artikel 8 Abs. 3 der Bundesverfassung verankerte Auftrag richtet sich nicht nur an die Bundesbehörden, sondern auch an die Kantone und Gemeinden, denn sie verfügen alle über umfassende gesetzgeberische Kompetenzen und können somit den Gleichstellungsprozess entscheidend beeinflussen. Ausserdem gehört die Ausführung der von der Verfassung vorgesehenen Aufgaben – sofern diese nicht der Eidgenossenschaft vorbehalten sind – auch in den Kompetenzbereich von Kantonen und Gemeinden. Hätte nur der Bund für die Gleichstellung von Frau und Mann zu sorgen, so wäre er für eine Vielzahl von Bereichen gar nicht zuständig, so zum Beispiel für einen Grossteil des Steuerrechts, die sozialen Angelegenheiten, das Kantons- und Gemeinderecht über das Personal und den öffentlichen Dienst usw. Dies wäre ein schwer wiegender Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichstellung.

Die Bundesverfassung verpflichtet also den Bund, die Kantone und die Gemeinden, die Gleichstellung von Frau und Mann gemeinsam zu verwirklichen.

Die meisten Kantone und mehrere Gemeinden haben ein Gleichstellungsbüro geschaffen. Diese Büros unterscheiden sich hinsichtlich ihrer Organisation, ihres Personalbestandes, ihrer Kompetenzen und ihrer Tätigkeitsbereiche. Sie beschäftigen sich vor allem mit folgenden Themen: Familie, Schule und Erziehung, Berufsausbildung, Gesetzgebung, Politik, Sozialversicherungen und soziale Einrichtungen, Informationsarbeit, soziale und gesellschaftliche Realität, Aufstieg, Beförderung und Unterstützung (vgl. Botschaft vom 6. April 1993, *TGR* 1993, S. 633 ff).

## 2. SITUATION DER GLEICHSTELLUNGSBÜROS IN DEN KANTONEN UND GEWISSEN SCHWEIZER STÄDTEN

In der Schweiz gibt es nebst dem eidgenössischen Büro auch in den meisten Kantonen und in einigen Gemeinden ein Gleichstellungsbüro. Die Kantone der französischsprachigen Schweiz haben allesamt solche Büros geschaffen, in der Deutschschweiz fehlen sie nur in den kleinen Kantonen.

Die Delegierten der Büros treffen sich zweimal jährlich auf nationaler Ebene. Auch das eidgenössische Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann nimmt an diesen Treffen teil. In der französischsprachigen Schweiz sind Arbeitstreffen häufiger und die gemeinsamen Fragestellungen zahlreicher. Der Kanton Freiburg profitiert sehr von dieser Zusammenarbeit: die Synergien sind wichtig und die auf nationaler Ebene entwickelten und vom kantonalen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen übernommenen Projekte und Programme (für Familie und Gleichstellung) kommen dem Kanton Freiburg zugute.

Die Schaffung dieser kantonalen Gleichstellungsbüros beruhte auf unterschiedlichen gesetzlichen Grundlagen. Im Kanton Jura ist die Einsetzung des Büros in der Kantonsverfassung verankert. In sieben anderen Kantonen entstanden die Büros aufgrund von Verordnungen der Exekutive und in drei weiteren Kantonen wurde die gesetzliche Grundlage für die Büros durch Dekrete des Grossen Rates geschaffen. Seit Inkrafttreten des Bundesgesetzes über die Gleichstellung von Frau und Mann (GlG) im Jahre 1996 hat sich die Situation weiterentwickelt. Das Eidgenössische Gleichstellungsbüro ist heute ein Bundesamt und in drei Kantonen, den Kantonen Waadt, Wallis und Neuenburg, sind die Gleichstellungsbüros nach Ablauf der entsprechenden Dekrete bereits in einem kantonalen Gesetz verankert worden.

Der Verfassungsrat des Kantons Freiburg hat sich nach der ersten Lesung (Januar 2003) mit grosser Mehrheit für einen Verfassungsartikel über ein Büro für Familie, Jugend und Gleichstellung in der zukünftigen Verfassung des Kantons Freiburg ausgesprochen (Artikel 68 des Verfassungsvorentwurfs).

Hier folgt eine Übersicht über die Situation der Gleichstellungsbüros in der Schweiz mit einem Vermerk zu gewissen Besonderheiten.

Kanton/ Stadt	Stellenaufteilung	Stellen-Total	Auf 100 000 EinwohnerInnen kommen...Stellenprozente	Bemerkungen	Einsetzung
<b>Kanton Aargau</b> Fachstelle für Gleichstellung	2x75 % Co-Leitung	<b>150 %</b> 2 Personen (ein Mann und eine Frau)	<b>27,3 %</b> bei 550 900 Einw.	Plus ein verwaltungsinterner Posten für Gleichstellungsangelegenheiten.	
<b>Kanton Appenzell-Ausserrhoden</b> Fachstelle für Gleichstellung		<b>60 %</b> 1 Person	<b>113 %</b> bei 53 200 Einw.		
<b>Kanton Basel-Stadt</b> Gleichstellungsbüro	2 × 80 % Leitung 2 × 40 % wiss. Mitarbeit 80 % Sekretariat	<b>320 %</b> 5 Personen			1992
<b>Basel Stadt</b> Kantonale Verwaltung Internes Mandat		<b>60 %</b> 1 Person			1992
<b>Basel-Stadt</b> gesamt		<b>380 %</b>	<b>203,5 %</b> bei 186 700 Einw.		
<b>Kanton Basel-Land</b> Fachstelle	70 % Leitung 40 % wiss. Mitarbeit 20 % Doku. 50 % Sekretariat 20 % Frauenrat	<b>200 %</b> 5 Personen	<b>76,5 %</b> bei 261 400 Einw.		1989
<b>Kanton Bern</b> Kantonale Fachstelle	80 % Leitung 60 % Recht 85 % Administration und Bildung	<b>225 %</b> 3 Personen		<b>Leistungen in Französisch und Deutsch</b> Profitiert vom Übersetzungsdienst der Staatskanzlei	1990
<b>Stadt Bern</b> Fachstelle für die Gleichstellung Externes Mandat	80 % Leitung 70 % Sekretariat	<b>150 %</b> 2 Personen			

<b>Bern</b> gesamt		<b>375 %</b>	<b>39,6 %</b> 947 100 Einw.		
<b>Kanton Freiburg</b> Büro für Gleichstellung und Familienfragen	2 x 50 % Co-Leitung 60 % Sekretariat	<b>160 %</b> 3 Personen	<b>66,9 %</b> bei 239 100 Einw.	<b>Leistungen in Deutsch und Französisch</b> <b>Auch für Familienfragen zuständig</b>	1994
<b>Fürstentum Liechtenstein</b>	80 % Leitung Das Büro ist auch für internationale Belange zuständig (Europarat, EWR und teilweise UNO)	<b>80 %</b> 1 Person	<b>242 %</b> bei 33 000 Einw.		
<b>Kanton Genf</b> Service pour la promotion de l'égalité entre homme et femme	80 % Leitung 130 % stellvertretende Leitung 210 % Projektbeauftragte 100 % Ökonome-Statistiker 2x80 % Koordination 160 % Sekretariat 100 % Lehrling	<b>940 %</b> 12 Personen	<b>226,8 %</b> bei 414 300 Einw.	Zusätzlich: <b>220 %</b> im Rahmen eines kantonalen Beschäftigungsprogramms oder Subventionierung einer privaten Frauenorganisation und <b>300 %</b> in Ausbildung	1987
<b>Kanton Graubünden</b> Stabsstelle für Gleichstellungsfragen	60 % Leitung 45 % Juristin 30 % Sekretariat	<b>135 %</b> 3 Personen	<b>72,7 %</b> bei 185 700 Einw.		
<b>Kanton Jura</b> Bureau de l'égalité entre femmes et hommes	100 % Leitung 50 % Assistenz 50 % Sekretariat	<b>200 %</b> 3 Personen	<b>289 %</b> bei 69 000 Einw.	Zusätzlich: eine Wanderbibliothekarin à ca. <b>10 %</b> und drei fixe Stellen im Rahmen eines Beschäftigungsprogramms für Erwerbslose, plus eine Koordinatorin à <b>30 %</b>	1979
<b>Kanton Luzern</b> Büro für Gleichstellung	50 %+ 60 % Co-Leitung 40 % Sachbearbeitung	<b>150 %</b> 3 Personen	<b>42,8 %</b> bei 350 600 Einw.		1992
<b>Luzern</b> Personalamt	Wissenschaftliche Mitarbeiterin	<b>30 %</b> 1 Person			
<b>Luzern</b> gesamt		<b>180 %</b> 4 Personen	<b>51,3 %</b> bei 350 600 Einw.		

<b>Kanton Neuenburg</b> Office de la politique familiale et de l'égalité	80 % Delegierte 80 % Stellvertreterin 50 % Verwaltung	<b>210 %</b> 3 Personen	<b>126,1 %</b> bei 166 500 Einw.	Auch zuständig für Familienfragen	1990
<b>Kantone Nidwalden und Obwalden</b>		<b>40 %</b> 1 Person	<b>56,1 %</b> bei 71 300 Einw.	Neu ab 2003	2003
<b>Kanton St. Gallen</b> Stelle für Gleichberechtigungsfragen	80 % Leitung 50 % Co-Leitung 20 % offen	<b>150 %</b> 2 Personen	<b>33,1 %</b> bei 452 600 Einw.		1989
<b>Kanton Tessin</b> Consulenza per la condizione femminile	100 % Leitung 50 % Sekretariat	<b>150 %</b> 2 Personen	<b>48,1 %</b> bei 311 900 Einw.		1991
<b>Kanton Wallis</b> Büro für Gleichstellung	150 % Delegierte 80 % Sekretariat 20 % Bibliothek	<b>250 %</b> 5 Personen	<b>89,9 %</b> bei 278 200 Einw.	<b>Leistungen in Französisch und Deutsch</b>	1993
<b>Kanton Waadt</b> Bureau de l'égalité	100 % Leitung 50 % Juristin 50 % Verwaltung 80 % Sekretariat + Forschungsbeauftragte 70 % Stellvertreterin seit 2001 (noch nicht fest)	<b>280 %</b> 4 Personen + 70 % Aushilfe (1 Person): <b>350 %</b>	<b>44,7 % (280 %)</b> bei 626 200 Einw.  oder <b>55,9 % (350 %)</b>		1991
<b>Stadt Lausanne</b>	70 % Delegierte 50 % Sekretärin	<b>120 %</b> 2 Personen	---	Tätigkeitsbereich betrifft vor allem die Gemeindeverwaltung, also ca. 4000 Personen und u.U. auch die Bevölkerung von Lausanne, letztere fällt jedoch eher in die Zuständigkeit des kantonalen Büros	
<b>Waadt</b> gesamt		<b>470 %</b> 7 Personen			
<b>Kanton Zürich</b> Fachstelle für Gleichberechtigungsfragen	70 % Leitung 180 % wiss. Mitarbeit 70 % Sekretariat	<b>320 %</b> 5 Personen			1990
Büro für Gleichstellung der Stadt Zürich Externes Mandat	80 % Leitung 210 % Projekte 60 % Sekretariat 40 % Bibliothek	<b>390 %</b> 7 Personen			

Fachstelle für Frauenfragen Finanzdepartement Stadt Zürich Internes Mandat	100 % Leitung 2 × 50 % wiss. Mitarbeiter 2 × 50 % Projekte	<b>300 %</b> 4 Personen		Gelegentliche Praktika für die berufliche Wiedereingliederung	
Stadt Winterthur	2 × 50 % Leitung 20 % Sekretariat	<b>120 %</b> 3 Personen	<b>133,9 %</b> 89 612 Einw.		
<b>Zürich</b> gesamt		<b>1130 %</b>	<b>92,2 %</b> 1 228 600 Einw.		

**Quellen:** Schweizerische Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten, Stand September 2002, und Botschaft vom 6. April 1993, *TGR* 1993 II S.634 ff.).

### 3. DAS BÜRO UND DIE KOMMISSION FÜR DIE GLEICHSTELLUNG VON FRAU UND MANN UND FÜR FAMILIENFRAGEN IM KANTON FREIBURG ALS INSTITUTIONEN

Am 6. Mai 1993 schuf der Grosse Rat mit einem allgemein verbindlichen Dekret ein Büro und eine Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen. Die Geltungsdauer wurde auf fünf Jahre festgesetzt. Dieses Dekret sollte ursprünglich am 1. Februar 1999 ablaufen, wurde aber vom Grossen Rat am 8. Mai 1999 um weitere fünf Jahre bis zum 1. Februar 2004 verlängert. Aus diesem Anlass hatte der Staatsrat dem Grossen Rat gemäss Artikel 7 Abs. 2 des erwähnten Dekrets in der Maisession 1997 einen Zwischenbericht über die Tätigkeit des Büros und der Kommission während den vergangenen drei Jahren unterbreitet (vgl. TGR 1997, S. 268 ff.).

In seiner Botschaft vom 8. April 1997 zum Zwischenbericht hatte der Staatsrat darauf hingewiesen, dass er wiederholt Gelegenheit gehabt habe, den Wert und die Qualität der Arbeit des Büros und der Kommission zu beurteilen. Er war der Meinung, dass die beiden Organe den ihnen zugewiesenen Beratungs-, Förderungs- und Informationsauftrag während der ersten drei Jahre ihrer Existenz erfüllt und das ihnen vom Grossen Rat übertragene Mandat wahrgenommen hatten.

Die im Grossen Rat vertretenen politischen Gruppierungen begrüsst den Umfang und die ausgezeichnete Qualität der Arbeit des Büros und der Kommission einhellig und hoben die Effizienz der beiden Organe und die kluge Festsetzung der Prioritäten hervor. Die Grossrätinnen und Grossräte vertraten im Übrigen die Auffassung, dass die tatsächliche Gleichstellung der Geschlechter noch lange nicht verwirklicht und durch die zu diesem Zeitpunkt schlechte Konjunkturlage sogar stark bedroht sei, trotz erster erfreulicher Ergebnisse.

Angesichts der guten Noten, die der Grosse Rat dem Büro und der Kommission erteilte, hatte der Staatsrat im Hinblick auf den Ablauf des Dekrets am 1. Februar 1999 zwei mögliche Lösungen geprüft, damit die beiden Organe ihre Arbeit weiterführen konnten. Die erste Möglichkeit war die Verankerung des Büros und der Kommission in einem formellen Gesetz. Von dieser an sich idealen Lösung wurde schliesslich insbesondere aus dem Grund abgesehen, weil die Organisation und der Betrieb des Staates im Rahmen der Staats- und Verwaltungsreform geprüft wurden. Damit genügend Flexibilität bestehen würde, um die Strukturen und die Arbeitsweise des Büros und der Kommission den neuen Bestimmungen anzupassen, die für alle Dienststellen der Kantonsverwaltung gelten werden, hatte der Staatsrat beschlossen, die Verlängerung der Geltungsdauer des Dekrets von 1993 zu beantragen.

Im Rahmen dieser Verlängerung wurde einerseits der globale Budgetrahmen von 200 000 Franken des Büros und der Kommission um 20 000 Franken erhöht, und andererseits die Aufhebung von Artikel 7 Abs. 2 beantragt, da der Zwischenbericht des Büros und der Kommission wegen der Tätigkeitsberichte, welche die beiden Organe jedes Jahr dem Grossen Rat unterbreiten, überflüssig wurde.

Überzeugt von der Notwendigkeit, diesen Organen die Möglichkeit zu bieten, ihre unerlässlichen Aufgaben, die sich von dem in der Bundesverfassung verankerten Grundsatz der Gleichstellung herleiten, langfristig wahr-

nehmen zu können, hat der Staatsrat den vorliegenden Vorentwurf des Gesetzes über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen des Kantons Freiburg erarbeitet.

### 4. AKTUELLE LAGE IM KANTON

#### 4.1 Gesetzliche Grundlagen

Die Bestimmungen zum Büro und der Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen sind im erwähnten Dekret festgehalten (Dekret vom 6. Mai 1993 über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen; SGF 122.24.3).

Des Weiteren führt das Büro, das administrativ der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft zugewiesen ist, das Sekretariat der Kommission zur Schlichtung von Streitigkeiten wegen Diskriminierung aufgrund des Geschlechts im Erwerbsleben (Art. 3 Abs. 2 des Ausführungsbeschlusses vom 9. Juli 1996 zum Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann SGF 222.5.21).

In einem Beschluss vom 18. Dezember 2001 hat der Staatsrat eine kantonale Kommission für eine umfassende Familienpolitik geschaffen und das Präsidium und Vizepräsidium den beiden Mitverantwortlichen des Büros übertragen. Diese Kommission ist vor allem damit beauftragt, ein kohärentes Konzept für die Unterstützung von Familien auszuarbeiten, wobei die wichtigsten bereits existierenden Massnahmen in den verschiedenen Bereichen im Zusammenhang mit der Familie in dieses Konzept zu integrieren, je nachdem anzupassen oder neu zu schaffen sind.

Das Büro führt auch das Sekretariat des Klubs für Familienfragen des Grossen Rats (Art. 9 der Statuten des Klubs für Familienfragen vom 9. Oktober 1997).

#### 4.2 Auftrag und Tätigkeitsgebiet

Das Büro überwacht die Umsetzung der Gleichstellung von Frau und Mann sowie die Beseitigung jeglicher Form der rechtlichen und tatsächlichen Diskriminierung und setzt sich für eine auf die Interessen der Familie ausgerichtete Politik ein. Um diese Ziele zu erreichen, gestützt auf Artikel 3 Abs. 2 des erwähnten Dekrets,

- **berät und informiert** es Behörden und Private über alle Fragen der Gleichstellung und der Familienpolitik;
- **gibt es Empfehlungen ab**;
- **überprüft** es die Erlasse und die Massnahmen des Staates auf ihre Übereinstimmung mit dem Grundsatz der Gleichstellung;
- **erarbeitet** oder koordiniert es zusammen mit den interessierten Kreisen **Programme und Kampagnen** zur Förderung der Gleichstellung von Frau und Mann sowie eine Politik im Interesse der Familie;
- **erstellt es eine Dokumentation**;
- **arbeitet** es mit den Büros der anderen Kantone und des Bundes **zusammen**;

- arbeitet es eng mit der Kommission für die Gleichstellung und für Familienfragen zusammen, die alle Vertreterinnen und Vertreter der politischen Parteien des Kantons und der Vereinigungen umfassen.

**Die Förderung der Gleichstellung von Frau und Mann und von Familienfragen** beinhaltet ein breites Spektrum von Aufgaben. Sie betrifft sowohl den öffentlichen als auch den privaten Sektor, umfasst alle Generationen, setzt sich mit verschiedenen Lebensarten auseinander, insbesondere mit dem Familienleben und seinen verschiedenen Facetten, beschäftigt sich sowohl mit sozialen als auch wirtschaftlichen Fragen, hat sich mit rechtlichen Fragen zu befassen und mit der gelebten Realität ohne ihr Ziel einer egalitären, gerechten und für jede und jeden offene Gesellschaft aus den Augen zu verlieren.

Entsprechend dieser breiten Palette von Bereichen, die die Gleichstellung und Familienfragen betreffen, setzt das Büro verschiedene Schwerpunkte, wobei es die einzelnen Themen zu verbinden und von eventuellen Synergien zu profitieren sucht.

Darüber hinaus hat das Büro auch besondere Funktionen:

- Es **beobachtet** und befasst sich mit neuen Themen, Herausforderungen und Tendenzen, die das gesellschaftliche Leben prägen (zum Beispiel die Bereiche Kleinkinder, familienergänzende Kinderbetreuung, Vereinbarung von Beruf und Familie, Familienpolitik, usw.); es ist auch **ein Ort der Information und Kommunikation**;
- Es bildet **eine Plattform** für die Zusammenarbeit im öffentlichen und privaten Bereich, für interessierte Kreise und die betroffenen Dienststellen auf lokaler, kantonaler und nationaler Ebene. Es profitiert von Massnahmen und Projekten, die auf Bundes- oder interkantonaler Ebene entwickelt werden und die es gegen einen äusserst bescheidenen Beitrag für den Kanton Freiburg nutzen kann (zum Beispiel: Tochtertag, Kampf gegen sexuelle Ausbeutung am Arbeitsplatz und gegen häusliche Gewalt, wirtschaftliche Analyse zur Rentabilität von Krippen usw.);
- Es bietet seine **Zusammenarbeit** an, wenn es um die Umsetzung von Projekten in den Bereichen Gleichstellung oder Familie innerhalb des Staates oder auch in privaten Kreisen geht (zum Beispiel die Erarbeitung eines Berichts über eine umfassende Familienpolitik für den Kanton Freiburg; Koordination des Interventionsnetzes im Kampf gegen die häusliche Gewalt).

Im Folgenden seien einige wichtige Themen, Tätigkeitsbereiche und Projekte, mit denen sich das Büro im Verlauf der letzten Jahre beschäftigte, vorgestellt, und erwähnt, mit welchen Organisationen, Institutionen usw. zusammengearbeitet wurde (ohne Anspruch auf Vollständigkeit).

## 4.2.1 Gleichstellung von Frau und Mann

### 4.2.1.1 Gleichberechtigung

Wie bereits erwähnt, ist die rechtliche und tatsächliche Gleichstellung von Frau und Mann in Artikel 8 Abs. 3 der Bundesverfassung verankert. Die formelle und faktische Anwendung dieser Verfügung macht jedoch nach wie vor Änderungen in verschiedenen Bereichen erforderlich, in denen die Gleichstellung noch nicht umgesetzt ist. In diesem Zusammenhang gewährleisten die kantonalen und

das eidgenössische Büro für Gleichstellung die nötige Erfahrung und Sachkenntnis. Sie sind eine wichtige Referenz für verschiedene Problembereiche. So hat das freiburgische Büro für Gleichstellung und Familienfragen:

- Stellungnahmen zu verschiedenen Vernehmlassungen auf Kantons- und auf Bundesebene verfasst;
- eine Fachtagung zum Bundesgesetz über die Gleichstellung von Frau und Mann organisiert. (Freiburg 1996);
- die Ungleichheiten in der freiburgischen Gesetzgebung erfasst (1999);
- den Bericht des Kantons Freiburg zum Übereinkommen der UNO zur Beseitigung jeder Form von Diskriminierung der Frau (CEDAW 2001) verfasst;
- zu den Ideenheften, die im Rahmen der Revision der kantonalen Verfassung erstellt wurden, Stellung genommen.

Das Büro hat zusammengearbeitet mit: *der kantonalen Verwaltung, dem Amt für Gesetzgebung, der Schweizerischen Konferenz und lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten und der Gruppe Frauen-Di@log des Verfassungsrats.*

### 4.2.1.2 Gleichstellung in der Arbeitswelt

In der Realität besteht nach wie vor Handlungsbedarf, was die formelle, konstitutionelle Forderung der tatsächlichen Gleichstellung der Geschlechter betrifft. Die Arbeitswelt bleibt einer der wichtigsten Tätigkeitsbereiche, wenn es darum geht, tatsächliche Chancengleichheit für Frauen zu schaffen, was Zugang, Löhne, Beförderung und Entfaltung betrifft. Dem Büro kommt eine wichtige Funktion zu, wenn es um Fragen zur Gleichstellung im Erwerbsleben geht:

- Das Büro wird regelmässig von Privatpersonen oder privaten Unternehmen, wie auch von den Ämtern der Verwaltung für Auskünfte zum Gleichstellungsgesetz angefragt.
- Es hat sich an der Westschweizer Informationskampagne «Réagissons» beteiligt (2000) und im Sommer 2001 im Zusammenhang mit der Freiburger Kommission für die Gleichstellung von Frauen im Erwerbsleben eine Aktion zur Information und Sensibilisierung der Fachkreise gestartet.
- Es wirkte mit bei der Schaffung des Frauenraums Freiburg, einem Bildungs- und Beratungszentrum, in dem Rechts- und Sozialberatung für sämtliche Fragen im Zusammenhang mit dem Berufsalltag von Frauen angeboten wird.
- Es beteiligt sich an einer Kampagne «gegen sexuelle Belästigung», die in Westschweizer Unternehmen unter der Beteiligung ihrer Angestellten durchgeführt wird, und an der Erstellung einer Standardregelung (2002/03).

Das Büro hat sich auch für die Umsetzung der Gleichstellung im Erwerbsleben innerhalb der kantonalen Verwaltung eingesetzt:

- Es fördert Massnahmen gegen sexuelle Belästigung innerhalb der Verwaltung, indem es in Zusammenarbeit mit dem Amt für Personal und Organisation Weisungen ausarbeitet, die Gruppen verwaltungsinterner

Vertrauenspersonen als Ansprechpartner bei sexueller Belästigung leitet und Kurse organisiert.

- Es hat eine Umfrage zur «*Chancengleichheit von Frau und Mann in der Kantonsverwaltung Freiburg*» veröffentlicht (2000).

In diesem Rahmen arbeitete das Büro zusammen mit: dem Amt für Personal und Organisation und verschiedenen anderen Ämtern des Staates Freiburg, der Beratungsstelle Berufsleben für Frauen und für juristische Beratung Frauenraum Freiburg, der *Conférence romande et tessinoise des offices cantonaux de protection des travailleurs* und mit dem Kantonalen Arbeitsinspektorat.

#### 4.2.1.3 Sprachliche Gleichbehandlung

Die Sprache befindet sich in ständiger Entwicklung und über die Sprache kann dem weiblichen Geschlecht in unserer Gesellschaft mehr Bedeutung verliehen werden.

Damit den Frauen Anerkennung auch über die Sprache zuteil wird, hat das Büro in Zusammenarbeit mit dem Amt für Gesetzgebung und der Staatskanzlei einen Entwurf erarbeitet, der vom Staatsrat gutgeheissen wurde:

- *Empfehlungen zur sprachlichen Gleichbehandlung von Frau und Mann* (1998)

Es hat eine Sensibilisierungskampagne für eine auf beide Geschlechter ausgerichtete Sprache in der freiburgischen Verwaltung (2001), innerhalb der Gemeinden (2002) und der Redaktionskommission des Verfassungsrats (2002) durchgeführt durch:

- die Publikation der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten «*Ecrire les genres. Guide romand d'aide à la rédaction administrative et législative épïcène*» (2001).
- die Verteilung eines Dokuments auf Deutsch «*Geschlechtergerechte Sprache – wirkungsvolle Kommunikation*», herausgegeben von der Fachstelle für Gleichstellung des Kantons Basel-Landschaft.

Dabei arbeitete es zusammen mit: dem Amt für Gesetzgebung und der Staatskanzlei sowie der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten.

#### 4.2.1.4 Berufsbildung junger Frauen

Da der Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben besondere Bedeutung zukommt, ist das Büro bereits vor dem Einstieg in das Berufsleben präsent. Es beteiligt sich an verschiedenen Projekten zur Förderung der Chancengleichheit von jungen Frauen und Männern bei der Berufswahl:

- Es beteiligte sich am Projekt «16+» der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten und dem Projekt «Tekna» der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten: Förderung von Frauen in traditionellen Männerberufen.
- Es hat das Projekt «Motivationspraktika für Mädchen in geschlechtsatypischen Berufen» für alle Mädchen ab dem 8. Schuljahr im ganzen Kanton initiiert und koordiniert (1999–2003). Dieses Programm wird gemäss den Bundesbeschlüssen über Lehrstellen mit Bundessubventionen finanziert. Das Projekt entstand in Zusammenarbeit mit dem Amt für Berufsbildung sowie mit dem Amt für Berufsberatung und Erwachse-

nenbildung. Etwa 800 Mädchen aus beiden Sprachgemeinschaften des Kantons beteiligten sich daran.

- Mit der Verteilung von Broschüren und anderen pädagogischen Hilfsmitteln hat es Aktionen zur Sensibilisierung von Mädchen, Unterrichtenden, Eltern und Unternehmen durchgeführt.
- Es organisierte den «Tochterttag» im Kanton Freiburg (2001 und 2002), an dem Mädchen die Möglichkeit haben, einen Elternteil an den Arbeitsplatz zu begleiten, und beteiligte sich am Wettbewerb.
- Es wirkte im Organisationskomitee des Dorfs der Berufe an der Freiburger Messe 2000 und 2002 mit und organisierte einen Gleichstellungstag mit Workshops für Orientierungsschüler und -schülerinnen sowie ein Podiumsgespräch zum Thema noch bestehender Schranken bei der Gleichstellung in der Berufsbildung.
- Es hat sich an der Verbreitung des Sensibilisierungsordners zum Thema Gleichstellung «*Apprendre l'égalité*», der von der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten herausgegeben wurde, beteiligt (1997).

Im Rahmen dieser Tätigkeiten wurde mit folgenden Stellen zusammengearbeitet: dem Amt für Berufsbildung und dem Amt für Berufsberatung und Erwachsenenbildung, der Schweizerischen und der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten, dem Freiburgischen Arbeitgeberverband, mit den Orientierungsschulen des Kantons Freiburg und den Berufsberaterinnen und Berufsberatern sowie den Klassenlehrpersonen, den freiburgischen Lehrbetrieben, der Gleichstellungsbeauftragten der Universität Freiburg und der Fachhochschule Freiburg für Technik und Wirtschaft.

#### 4.2.1.5 Massnahmen gegen die häusliche Gewalt

Das Büro hat sich mit verschiedenen Aktionen dafür eingesetzt, dass Gleichstellung, Respekt und Würde in der Partnerschaft und der Familie geachtet werden:

- Es hat sich an der Kampagne der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten: «Halt Gewalt gegen Frauen in Ehe und Partnerschaft» (1997) beteiligt.
- Es hat eine Fachtagung zum Thema häusliche Gewalt im Kanton Freiburg organisiert (2000).
- Es leitet die interdisziplinäre Arbeitsgruppe, die im Anschluss an die Fachtagung 2000 geschaffen wurde, um die Zusammenarbeit der betroffenen Institutionen besser koordinieren zu können und mit dem Ziel, ein Interventionsprojekt gegen die häusliche Gewalt zu erstellen.
- Es bereitet – im Rahmen der interdisziplinären Arbeitsgruppe – eine Notfallkarte zur Information von Frauen, die Opfer von häuslicher Gewalt wurden, vor (2003).
- Es unterstützt und fördert das Präventionsprogramm für Jugendliche von Jacqueline de Puy «Sortir ensemble et se respecter» (ab 2002).
- Es veröffentlichte die Tagungsbeiträge «*Häusliche Gewalt im Kanton Freiburg*» (2002).
- Es wirkt mit in der Arbeitsgruppe der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten zur häuslichen Gewalt.

Das Büro arbeitete in diesem Zusammenhang zusammen mit: *dem Frauenhaus Freiburg, der Kantonspolizei, dem Kantonsspital, dem Kantonalen Psychiatrischen Spital, den Oberämtern, dem Jugendamt, dem Kantonalen Sozialamt, der Opferhilfeberatungsstelle (interdisziplinäre Arbeitsgruppe gegen Gewalt in Paarbeziehungen im Kanton Freiburg), dem Schweizerischen Nationalfonds und dem Institut d'études sociales in Genf, der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten und dem Amt für Statistik.*

#### 4.2.1.6 Gleichstellung im öffentlichen Leben

Das Büro hat verschiedene Aktionen zur Unterstützung des Engagements von Frauen in der Politik durchgeführt mit dem Ziel einer angemessenen Vertretung der Frauen in den Exekutiven und Legislativen.

- Es hat ein «Frauenregister» erstellt mit den Namen der Frauen, die sich für ein öffentliches Amt in Freiburg interessieren (1996).
- Es hat Treffen für die Kandidatinnen für die National- und Ständeratswahlen von 1995 und 1999 sowie für die kantonalen Wahlen von 2001 organisiert. Im Rahmen der kantonalen Wahlen von 1996 hat es eine Studie zum Profil der Kandidatinnen lanciert.
- Es hat eine Ausstellung zur Geschichte des Frauenstimmrechts veranstaltet (1998).
- Es hat Kurse zum Thema «Frauen und öffentliches Leben» organisiert (in Deutsch) (1998-2000).
- Es hat sich an den Aktivitäten zum Weltmarsch der Frauen beteiligt (2000).
- Es hat eine Studie zum Thema «Die Freiburger Frauen und die Politik» veröffentlicht (1999).
- Es hat aus Anlass mehrerer Jubiläen im Zusammenhang mit der Gleichstellung zusammen mit dem Frauenraum Freiburg – auf den Vorschlag von Staatsrätin Ruth Lüthi hin – ein Treffen für die Frauen, die in die Gemeindeexekutiven gewählt worden sind, organisiert (2001).

Im Rahmen dieser Tätigkeiten wurde mit *den politischen Parteien des Kantons Freiburg* und mit dem *Frauenraum Freiburg* zusammengearbeitet.

#### 4.2.1.7 Gleichstellung und Immigrantinnen

Das Büro hat verschiedene Aktionen für Personen, die einer Minderheit angehören, durchgeführt:

- In Zusammenarbeit mit dem Verein Frauenraum Freiburg war es aktiv an der Schaffung eines Treffpunkts und Zentrums für Sprach- und Wiedereinstiegsurse für Schweizerinnen und Immigrantinnen beteiligt (ab 1996).
- Es hat in Zusammenarbeit mit verschiedenen Vereinen und sozialen Institutionen eine Broschüre zu den Rechten der Raumpflegerinnen verfasst (2002/03).

Diese Projekte entstanden in Zusammenarbeit mit: *dem Frauenraum Freiburg, Caritas, dem Freiburgerischen Roten Kreuz, dem Centre Suisse-Immigré-e-s und mit gewerkschaftlichen Kreisen.*

#### 4.2.1.8 Frauen und Wirtschaft

Da das Büro sich für die Gleichstellung der Frau im Erwerbsleben einsetzt, ist es unerlässlich, dass es spezifische

Aktionen durchführt mit dem Ziel, dass Frauen auch am Wirtschaftsleben teilnehmen. Zu diesem Zweck hat sich das Büro entsprechend der sprachlichen Besonderheiten in zwei Projekten engagiert.

- Es hat mit dem FOBE zusammengearbeitet (Forum Frau und Beruf in Deutschfreiburg).
- Es hat im Rahmen des EU-Programms Interreg IIIA an der Organisation einer Fachtagung zum Thema Wirtschaft, Berufsbildung und Karriere: «Femmes – égalité sans frontières!» in Delle (F) und Boncourt (CH) teilgenommen (Oktober 2001).

Im Verlauf dieser Projekte entstand eine aktive Zusammenarbeit mit: *der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten und mit dem FOBE.*

### 4.2.2 Familienpolitik

#### 4.2.2.1 Information

Damit die Familien über ihre Rechte sowie Angebote und Dienstleistungen im Kanton Freiburg besser informiert sind,

- hat das Büro den *Familienordner* (1997) zusammengestellt, verbreitet und sowohl die deutsche als auch die französische Version à jour gehalten (Neuaufgabe der französischen Version 2000).

Dieses Projekt entstand in Zusammenarbeit mit: *der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten, dem Amt für Gesetzgebung, dem Kantonalen Sozialamt.*

#### 4.2.2.2 Eine kantonale Familienpolitik

Das Büro versucht den freiburgischen Familien den Alltag zu erleichtern, indem es sich dafür einsetzt, dass die Institutionen ihre Synergien besser nutzen können, und indem es eine Verbindung zu den Institutionen auf Bundesebene schafft:

- Es führt das Sekretariat des Klubs für Familienfragen des Grossen Rats.
- Es ist Vorstandsmitglied von Pro Familia Freiburg.
- Es begleitete das Forschungsprojekt «Familie und Armut im Kanton Freiburg» einer Gruppe von Studentinnen des Lehrstuhls für Sozialarbeit der Universität Freiburg (1998-2000).
- Es steht der kantonalen Kommission für eine umfassende Familienpolitik vor, die zur Zeit einen Bericht an den Staatsrat zu einem Konzept und einem Katalog konkreter Massnahmen für unseren Kanton vorbereitet (2002/03).
- Es veröffentlichte «*Familien und Armut im Kanton Freiburg. Eine qualitative Untersuchung. Überlegungen und Empfehlungen für eine umfassende kantonale Familienpolitik.*» (2000).

Im Rahmen dieser Projekte wurde unter anderem zusammengearbeitet mit: *dem Departement Sozialarbeit und Sozialpolitik der Universität Freiburg, den verschiedenen Ämtern des Staates und Vereinigungen, die der Kommission für eine umfassende kantonale Familienpolitik angehören, mit Pro Familia Freiburg, dem Jugendamt, dem Office Familial Freiburg, der Vereinigung für Familienziehung, dem Direktor der Divisione dell'azione sociale des Kantons Tessin, der Eidgenössischen Koordinationskommission für Familienfragen EKFF und dem BSV.*

### 4.2.2.3 Vereinbarkeit von Familien- und Erwerbsleben

Damit einerseits die Gleichstellung innerhalb der Familie begünstigt wird und andererseits den neuen Gegebenheiten, mit denen Familien heute konfrontiert sind (verschiedene Zusammensetzungen: allein erziehende Mütter und Väter, Patchworkfamilien; Erwerbstätigkeit vieler Mütter), Rechnung getragen wird, hat das Büro verschiedene Schritte unternommen:

- Es hat eine Studie zur Situation der Krippen im Kanton Freiburg durchgeführt (1995).
- Es hat eine Studie zur Umsetzung des Gesetzes über die Einrichtungen zur Betreuung von Kindern im Vorschulalter durchgeführt (1998/99).
- Es hat eine Studie über Bedürfnisse und Angebote für die schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Freiburg durchgeführt, in Zusammenarbeit mit dem Institut für Familienforschung und -beratung der Universität Freiburg und Pro Familia Freiburg (2001/02).
- Es hat – zusammen mit Pro Familia Freiburg – einen Informationsabend organisiert zum Thema Schulergänzende Betreuung und den Anforderungen, die mit der Subventionierung des Bundes für das Impulsprogramm Fehr verbunden sind (Oktober 2003).
- Es hat – mit der Broschüre zur Kampagne «Fairplay at home» – eine Aktion zur Sensibilisierung junger Eltern für die Aufgabenteilung innerhalb der Familie lanciert (2003).
- Es hat verschiedene Broschüren veröffentlicht und verbreitet:
  - «Wo nisten?» (1995)
  - «Kinderbetreuungsplätze: Ein Qualitätskriterium für die Gemeinden» (1999)
  - «Schulergänzende Kinderbetreuung im Kanton Freiburg» (2002)
  - «La crèche est rentable, c'est son absence qui coûte» im Rahmen der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten (2002).

Diese Projekte entstanden in Zusammenarbeit mit: der Vereinigung der Krippen und Tagesstätten des Kantons Freiburg, Pro Familia Freiburg, dem Institut für Familienforschung und -beratung der Universität Freiburg, dem Amt für Statistik, dem eidgenössischen Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann, der Schweizerischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten, dem Office familial Freiburg, dem Sozialversicherungsamt der Stadt Freiburg, der Association des Parents d'Elèves de Fribourg, der Datenschutzbeauftragten des Kantons Freiburg, dem Jugendamt und der Zentralstelle für Familienfragen des BSV.

### 4.2.2.4 Mutterschaftsversicherung

Dem Büro ist daran gelegen, dass Kinder in ein günstiges Umfeld hineingeboren werden.

- Es organisierte eine Wanderausstellung, um die Schaffung einer eidgenössischen Mutterschaftsversicherung zu unterstützen (1995).
- Es beteiligte sich im Komitee für die Abstimmung über die Mutterschaftsversicherung 1999.

- Es veröffentlichte: «Mutterschaftsversicherung. Ein Freiburger Befund» (1998).

Diese Projekte entstanden in Zusammenarbeit mit: dem Freiburger Komitee für eine Mutterschaftsversicherung (eidgenössische Abstimmung von 1999); dem Frauenraum Freiburg.

## 4.3 Projekte des Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen

Verschiedene Problemstellungen erfordern nach wie vor besondere Aufmerksamkeit. Es gilt, Studien durchzuführen und vor allem konkrete Projekte anzuregen und auch weiter zu verfolgen.

Ein wichtiger Bewusstwerdungsprozess über die Problematik der Gleichstellung von Frau und Mann, zu dem die Gleichstellungsbüros mit verschiedenen Aktionen zur Sensibilisierung aktiv beigetragen haben, hat stattgefunden. Es ist jedoch ein Irrtum zu glauben, dass eine Problematik beseitigt ist, wenn erst einmal auf sie aufmerksam gemacht worden ist. Es gilt vielmehr, die zahlreichen konkreten Schritte, die zur Verwirklichung einer tatsächlichen Gleichstellung unternommen worden sind, weiterzuverfolgen, bzw. voranzutreiben. Das Büro plant, das Schwergewicht vermehrt auf die operative Umsetzung konkreter Massnahmen, die sowohl für die Gleichstellung als auch für die Förderung der Familie unabdingbar sind, zu verlagern.

Es folgen einige Beispiele dafür, was in unserem Kanton unternommen oder von nationalen, bzw. interkantonalen Aktionen übernommen werden könnte, Letzteres dank der wichtigen Synergien, die im vom Büro im Verlaufe der Jahre geschaffenen Netzwerke bestehen.

### 4.3.1 Im Bereich Gleichstellung

#### a) Erwerbsleben

- Kampagne für Lohngleichheit (Projekt der lateinischen Konferenz der Gleichstellungsbeauftragten)
- Förderung verschiedener Arbeitszeitmodelle
- Ausweis für Freiwilligenarbeit (Projekt der Kommission für die Gleichstellung und für Familienfragen)
- Ausbildung zur Erleichterung des beruflichen Wiedereinstiegs

#### b) Ausbildung

- Thematisierung der Gleichstellung in der Ausbildung von Lehrpersonen
- Förderung des Sensibilisierungsordners zum Thema Gleichstellung «Apprendre l'égalité» in den Schulen und Mitarbeit zur Verbesserung des Unterrichtsmaterials im Hinblick auf die Gleichstellung
- Förderung breiterer Berufswahlmöglichkeiten für Mädchen.
- Tochtertag

#### c) Gewalt

- Verwirklichung eines Interventionsprojekts gegen die häusliche Gewalt im Kanton Freiburg
- Entwicklung des Präventionsprogramms für Jugendliche «Sortir ensemble et se respecter»

### 4.3.2 Im Bereich der Familie

#### a) Für eine umfassende Familienpolitik

- Erstellung eines Massnahmenkatalogs für eine umfassende Familienpolitik entsprechend den vom Staatsrat festgesetzten Prioritäten (in den Bereichen Sozialversicherung, Vereinbarkeit von Familie und Arbeit, Steuern, Information und Koordination)
- Projekt zu Familien und Migration

#### b) Zur Erleichterung der Vereinbarkeit von Familie und Beruf

- Förderung von ausserfamiliären Betreuungsplätzen
- Förderung der Vereinbarkeit von Familien- und Erwerbsleben durch neue Arbeitszeitmodelle
- Untersuchung zur Situation von Familienvätern zwischen Erwerbs- und Privatleben
- Förderung und Durchführung einer nationalen Zertifizierung bei Firmen mit einer aktiven und familienfreundlichen Personalpolitik
- Kantonale Umsetzung der nationalen Sensibilisierungskampagnen des eidgenössischen Büros für die Gleichstellung «Fairplay-at-home» und «Fairplay-at-work»

#### c) Zur Verbesserung der Information der Familien

- Zugang zu den im Familienordner enthaltenen Informationen über eine Internetseite für Freiburger Familien
- Familienschalter
- Koordination der Interventionen zugunsten der Familie

### 4.4 Die Kommission für Gleichstellung und Familienfragen

Die Kantonale Kommission für Gleichstellung und Familie berät und unterstützt das Büro bei vielen seiner Aktivitäten. Sie besteht aus 15 Mitgliedern. Diese Männer und Frauen vertreten Frauenorganisationen, Organisationen mit Interesse für Familienfragen und die politischen Parteien.

Folgende Organisationen und Parteien sind gemäss der Bestimmung des Staatsrats in der Kommission für Gleichstellung und Familie vertreten:

- Freiburgerischer Bäuerinnenverband
- Vereinigung der Frauen des Broyebezirks
- Westschweizer Konsumentinnenverband
- Kantonales Sozialamt
- Übergewerkschaftliche Gleichstellungskommission
- Frauenhaus Freiburg
- Elternbildung Deutschfreiburg
- Katholischer Frauenbund Deutschfreiburg
- Christlichdemokratische Volkspartei
- Sozialdemokratische Partei
- Freisinnig-Demokratische Partei
- Schweizerische Volkspartei

- Christlichsoziale Partei
- Bewegung Öffnung
- die Grünen

Der Staatsrat ernennt einen Präsidenten oder eine Präsidentin für die Kommission. Eine Delegation von 3 Mitgliedern zusammen mit der Präsidentin und der Vizepräsidentin bilden die Leitung und arbeiten eng mit dem Büro zusammen, insbesondere für die Organisation von Vollversammlungen, die entweder nach einem Arbeitsprogramm gemäss Planung oder nach einem von der Aktualität bestimmten Programm ablaufen.

Soweit als möglich wird einer gleichmässigen Vertretung der verschiedenen Bezirke Rechnung getragen. Es sei darauf hingewiesen, dass momentan zwei Grossrätinnen und ein Grossrat und Verfassungsrat in der Kommission vertreten sind.

## 5. DER GESETZESENTWURF

### 5.1 Die eingeschränkte Vernehmlassung

Der Staatsrat hat bei sämtlichen politischen Parteien des Kantons und allen Direktionen der Kantonsverwaltung eine eingeschränkte Vernehmlassung durchgeführt. Im Rahmen dieser Vernehmlassung ging es ihm vor allem um die Frage, ob die zukünftige Tätigkeit des Büros und der Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen durch ein Gesetz oder ein Dekret geregelt werden soll. Er wollte auch in Erfahrung bringen, ob der Status eines administrativ einer Direktion zugewiesenes Büros (gegenwärtige Situation), oder der Status eines Amtes der Kantonsverwaltung im formellen Sinn für dieses Organ geeigneter wäre.

Die Auswertung der Ergebnisse dieser Vernehmlassung machte deutlich, dass die Verankerung in Gesetzesform im Allgemeinen als die geeignetste Lösung für die zukünftige Regelung der Tätigkeit des Büros und der Kommission betrachtet wird. Was die zukünftige Stellung des Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen betrifft, zeigte sich bei der Auswertung der Ergebnisse der eingeschränkten Vernehmlassung, dass die Meinungen auseinander gingen. In einer Mehrheit der Stellungnahmen wurde jedoch die administrative Zuweisung an eine Direktion der Schaffung eines Amtes der Verwaltung vorgezogen.

Allgemein ging aus dem Vernehmlassungsverfahren hervor, dass das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen ein wichtiger und aus dem freiburgischen Alltag nicht mehr wegzudenkender Bestandteil geworden ist und dass seine Tätigkeit im Allgemeinen sehr geschätzt wird.

### 5.2 Der Gesetzesentwurf in den Grundzügen

Die Verwirklichung der rechtlichen und tatsächlichen Gleichstellung ist als Auftrag in der Bundesverfassung verankert. Es ist zwar richtig, dass bereits Fortschritte erzielt worden sind, es bleibt jedoch nach wie vor viel zu tun. Eine tatsächliche Gleichberechtigung kann nur zustande kommen, wenn sie ein eindeutig bestimmtes Ziel bleibt.

Der zusätzliche Bereich, die Unterstützung der Familie, erweist sich momentan als besonders nötig. Sie ist auch

auf nationaler Ebene zu einem Schwerpunktthema geworden und stellt im Staatsrat in der gegenwärtigen Legislaturperiode eine Priorität dar (Punkt 6 des Regierungsprogramms für die Legislaturperiode 2002–2006).

In Anbetracht der Erfahrung und des reibungslosen Funktionierens des Büros, das seine Tätigkeit am 1. Juni 1994 aufgenommen hatte, und aufgrund seiner guten Einfügung in das institutionelle Gefüge des Kantons und des Bundes, schlägt der Staatsrat die Institutionalisierung des Büros für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen vor, damit es seine zahlreichen Aufgaben im Bereich der Gleichstellung von Frau und Mann und der Unterstützung der Familien unter angemessenen Bedingungen weiterführen kann. Auch die Kommission wird institutionalisiert.

Der Staatsrat ist überzeugt, dass es für unseren Kanton äusserst wichtig ist, über ein Kompetenzzentrum in diesen sich ergänzenden Bereichen zu verfügen, ein flexibles Organ, das den Anforderungen der Gleichstellung gerecht wird und mit der dynamischen Entwicklung einer umfassenden Familienpolitik Schritt hält. Auch die Massnahmen, die in einem künftigen Bericht über eine umfassende Familienpolitik vorgeschlagen und vom Staatsrat geprüft werden, gilt es zu koordinieren.

Die Beibehaltung des Büros und seine dauerhafte institutionelle Verankerung in Gesetzesform entsprechen dem in der Bundesverfassung verankerten Auftrag. Auch wird so auf adäquate Weise die Weiterführung der Arbeit garantiert. Nach der zweimaligen Verlängerung des Dekrets über das Büro und die Kommission erlaubt diese Institutionalisierung eine längerfristige Planung der laufenden Aktivitäten und eine bessere Integration in die staatlichen Strukturen. Auch ist es ein Schritt, der mit der Politik des Staatsrats der vergangenen und kommenden Jahre einhergeht.

Mit einem jährlichen Budgetrahmen von 220 000 Franken hat das Büro für Gleichstellung und Familienfragen zahlreiche Projekte entwickelt und sich an vielen Aktionen beteiligt. Bei all seinen Aktivitäten ist das Büro stets darum bemüht, Dienstleistungen und Publikationen, die den Kanton betreffen, sowohl in deutscher als auch in französischer Sprache anzubieten. Dank seiner Effizienz konnte es seinen Auftrag entsprechend der bescheidenen Mittel, die ihm zur Verfügung standen, bestens erbringen.

Um seine Funktionen auf angemessene Weise erfüllen zu können, wird das Büro für Gleichstellung und für Familienfragen künftig in die staatliche Verwaltung integriert, wobei es nach wie vor eine gewisse Eigenständigkeit behält, was die Organisation betrifft. Es ist vorgesehen, dass das Büro administrativ wie bis anhin der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft zugewiesen wird.

An den Kompetenzen, die die Kommission für Gleichstellung und Familienfragen von 1994 bis heute innehat, ändert sich nichts.

## **6. AUSWIRKUNGEN DES GESETZESENTWURFS**

### **6.1 Finanzielle und personelle Auswirkungen**

In finanzieller Hinsicht zieht der hier vorgestellte Entwurf keine neuen Ausgaben im eigentlichen Sinne nach sich. Es sei jedoch darauf hingewiesen, dass sich das

Büro mit einer ständig steigenden Zahl an Aufgaben und Aufträgen konfrontiert sieht, während der Personalbestand und der finanzielle Rahmen gleich geblieben sind. Zwischen 1999 und 2003 konnte das Büro im Rahmen eines Sonderprojekts, das es für den Kanton initiiert hatte, von Bundessubventionen von jährlich 40 000 Franken profitieren, dies im Zusammenhang mit den Lehrstellenbeschlüssen des Bundes. Das Programm geht dieses Jahr zu Ende und damit fällt auch dieser wichtige Budgetzuschuss weg.

Um zukünftige Projekte nicht zu gefährden, wird sich eine Anpassung der für Projekte des Büros und der Kommission zur Verfügung gestellten Mittel als nötig erweisen. Diese Anpassung könnte im Rahmen des Vorschlags, in dem der vom Büro verwaltete Finanzrahmen festgesetzt wird, durchgeführt werden. Diese finanziellen Massnahmen sind umso notwendiger, als das Vorhandensein von zwei Sprachgemeinschaften in unserem Kanton zusätzliche Kosten verursacht, da Übersetzungen und Adaptationen erforderlich sind, die fast ausschliesslich intern durchgeführt werden und zur Folge haben, dass systematisch alle Kollektivschreiben und Veröffentlichungen des Büros in zwei Versionen erstellt werden müssen.

### **6.2 Aufgabenverteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden und Übereinstimmung mit dem Europarecht**

Dieses Projekt hat keine Auswirkungen auf die Verteilung der Aufgaben zwischen dem Staat und den Gemeinden. Es ist mit dem Europarecht vereinbar.

## **7. KOMMENTAR ZU DEN EINZELNEN ARTIKELN**

### **Art. 1 Ziel**

Wie im ersten Artikel des Dekrets von 1993 wird in diesem Artikel der Zweck erläutert. Er weist darauf hin, dass es auch Sache unseres Kantons ist, den Verfassungsauftrag zu erfüllen, die Gleichstellung von Frau und Mann zu gewährleisten, jegliche Form der Diskriminierung zu beseitigen und eine auf die Interessen der Familie ausgerichtete Politik zu betreiben.

### **Art. 2 Organe a) Im Allgemeinen**

In Artikel 2 Abs. 1 werden die Organe, die das Dekret für eine befristete Dauer geschaffen hatte, dauerhaft festgesetzt. Diese Organe sind das Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen einerseits und die kantonale Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen andererseits. Wie bereits im Dekret, soll auch hier der Ausdruck «insbesondere» darauf hinweisen, dass die Schaffung eines Büros und einer Kommission nicht das einzige Mittel zur Durchsetzung der rechtlichen und tatsächlichen Gleichstellung ist.

In Absatz 2 wird die administrative Zuweisung an die zuständige Direktion im Sinne von Artikel 61 des Gesetzes vom 16. Oktober 2001 über die Organisation des Staatsrats und der Verwaltung (SVOG, SGF 122.0.1) des Büros und der Kommission bestätigt. Diese Zuweisung macht die Unabhängigkeit, die die Organe für die Erfüllung ihres jeweiligen Auftrags benötigen, deutlich. In

vorliegendem Falle hat der Staatsrat beschlossen, diese Organe administrativ der Direktion der Institutionen und der Land- und Forstwirtschaft zuzuweisen.

#### **Art. 3 b) Büro**

Artikel 3 Abs. 1 entspricht demselben Artikel im Dekret. Er umfasst den allgemeinen Auftrag des Gleichstellungsbüros und umschreibt seine Tätigkeiten.

Aufgrund seiner Beratungs- und Kontrollaufgaben muss das Büro nicht nur den Bürgerinnen und Bürgern, sondern auch den Organisationen und Behörden des Kantons und der Gemeinden zur Verfügung stehen.

Im Rahmen seiner Vollzugsaufgaben nimmt das Büro nicht nur seine eigenen Aufgaben wahr, sondern führt auch die ihm vom Staatsrat übertragenen Aufgaben und/oder Aufträge aus, wie z.B. die Anfertigung von Berichten, die Ausführung von Weisungen sowie Koordinationsaufgaben. Als Überprüfungsorgan muss das Büro insbesondere Gesetzestexte und vom Kanton beschlossene Massnahmen auf ihre Vereinbarkeit mit Artikel 8 Abs. 3 der Bundesverfassung hin prüfen.

Die Absätze 2 und 3 regeln die Kompetenzen des Gleichstellungsbüros. Eine vollständige Aufzählung der einzelnen Aufgaben im Gesetz selbst schien nicht zweckmässig. Die Zusammenstellung eines solchen Aufgabenkatalogs erwies sich als schwierig und hätte auch eine den Umständen entsprechende Entwicklung des Aufgabenbereichs verhindert. Mittels eines Ausführungsreglements können die verschiedenen Aufgabenbereiche und Kompetenzen, insbesondere die Beziehungen des Büros zu den verschiedenen staatlichen Dienststellen, präzisiert werden. Auf diese Weise können auch die Prioritäten, die das Büro gewissen Aufgaben in Anbetracht der zur Verfügung stehenden Mittel einräumt, besser festgelegt werden.

Absatz 4 bezieht sich auf den Personalbestand des Büros. Der Staatsrat ist sich bewusst, dass die Effizienz des Büros von verschiedenen Faktoren abhängt, vor allem aber vom Personal, das ihm zur Verfügung steht. Er wird sich weiterhin darum bemühen, den geografischen und sprachlichen Besonderheiten unseres Kantons Rechnung zu tragen. Im Übrigen wird der Personalbestand nach dem ordentlichen Voranschlagsverfahren festgelegt und die Arbeitsverhältnisse werden, wie das bereits heute der

Fall ist, nach der Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

#### **Art. 4 c) Kommission**

Wie bis anhin besteht die Hauptaufgabe der Kommission darin, das Büro in seiner Arbeit zu unterstützen und Bindeglied zwischen dem Büro und den interessierten Vereinigungen zu sein. In der Kommission sind die verschiedenen Organisationen vertreten, die sich für die Gleichstellung von Frau und Mann und für die Familie einsetzen. Auf diese Weise können sie mit dem Büro zusammenarbeiten und eigene Vorschläge einbringen.

Um die beratende und unterstützende Funktion zu erleichtern, wird das Sekretariat der Kommission weiterhin vom Büro geführt.

#### **Art. 5 Finanzierung**

Damit das Büro und die Kommission möglichst unabhängig arbeiten können, schlägt der Staatsrat vor, den Umfang des Budgetrahmens jährlich bei der Genehmigung des Staatsvoranschlags festzulegen.

Mit diesem Betrag sollten sämtliche Betriebskosten der beiden Organe gedeckt werden können.

#### **Art. 6 Schlussbestimmung**

Da für dieses Gesetz die Form eines Organisationsgesetzes, das lediglich die Grundsätze regelt, gewählt wurde, ist ein Ausführungsreglement, das die Einzelheiten regelt, erforderlich. Diese betreffen insbesondere die Organisation, die Aufgaben und die Arbeitsweise des Büros und der Kommission. Zu diesem Zweck kann man auf das Reglement vom 16. Mai 1994 des Büros und der Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen und die Bestimmungen über die Zusammenarbeit mit der kantonalen Verwaltung, deren Geltungsdauer abgelaufen ist, zurückgreifen.

Wir beantragen Ihnen die Annahme dieses Gesetzesentwurfs über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen.

## Loi

*du*

### **instituant un Bureau et une Commission de l'égalité hommes-femmes et de la famille**

---

*Le Grand Conseil du canton de Fribourg*

Vu l'article 8 al. 3 de la Constitution fédérale;

Vu le message du Conseil d'Etat du 19 août 2003;

Sur la proposition de cette autorité,

*Décète:*

#### **Art. 1** But

L'Etat veille à l'application du principe de l'égalité entre femmes et hommes ainsi qu'à l'élimination de toute forme de discrimination de droit et de fait et mène une politique dans l'intérêt de la famille.

#### **Art. 2** Organes a) En général

<sup>1</sup> Pour atteindre ces buts, il est notamment institué les organes suivants:

- a) un Bureau de l'égalité hommes-femmes et de la famille (ci-après: le Bureau), dont les membres sont engagés par le Conseil d'Etat;
- b) une Commission cantonale de l'égalité hommes-femmes et de la famille (ci-après: la Commission), dont les membres sont nommés par le Conseil d'Etat.

<sup>2</sup> Le Bureau et la Commission sont rattachés administrativement à la Direction compétente.

## Gesetz

*vom*

### **über das Büro und die Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen**

---

*Der Grosse Rat des Kantons Freiburg*

gestützt auf Artikel 8 Abs. 3 der Bundesverfassung;

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats vom 19. August 2003;

auf Antrag dieser Behörde,

*beschliesst:*

#### **Art. 1** Ziel

Der Staat sorgt dafür, dass der Grundsatz der Gleichstellung von Frau und Mann angewendet wird, setzt sich für die Beseitigung jeglicher Form rechtlicher und tatsächlicher Diskriminierung ein und betreibt eine auf die Interessen der Familie ausgerichtete Politik.

#### **Art. 2** Organe a) Im Allgemeinen

<sup>1</sup> Um diese Ziele zu erreichen, werden insbesondere folgende Organe geschaffen:

- a) ein Büro für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen (das Büro), dessen Mitglieder vom Staatsrat angestellt werden;
- b) eine kantonale Kommission für die Gleichstellung von Frau und Mann und für Familienfragen (die Kommission), deren Mitglieder vom Staatsrat ernannt werden.

<sup>2</sup> Das Büro und die Kommission sind der zuständigen Direktion administrativ zugewiesen.

### **Art. 3** b) Bureau

<sup>1</sup> Le Bureau est un organe de conseil, de consultation, d'information, de promotion, d'exécution, de coordination et de contrôle pour la réalisation des buts fixés à l'article 1.

<sup>2</sup> Il accomplit notamment les tâches suivantes:

- a) il conseille et informe les autorités et les particuliers sur toutes les questions concernant l'égalité entre femmes et hommes et la politique familiale;
- b) il émet des recommandations et établit ou demande des expertises;
- c) il examine les actes législatifs et les mesures de l'Etat sous l'angle de l'égalité entre femmes et hommes;
- d) il élabore ou coordonne, en accord avec les milieux intéressés, des programmes, des campagnes visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes et une politique dans l'intérêt de la famille;
- e) il constitue une documentation sur l'égalité entre femmes et hommes et les questions familiales et en assure une diffusion appropriée;
- f) il collabore avec les bureaux des autres cantons et de la Confédération;
- g) il travaille en étroite collaboration avec la Commission, dont il assume le secrétariat.

<sup>3</sup> En vue de l'accomplissement de ses tâches, le Bureau peut requérir auprès de tous les services de l'administration les renseignements utiles et peut consulter les pièces du dossier qui s'y rapportent.

<sup>4</sup> Les rapports de travail du personnel sont régis par la législation sur le personnel de l'Etat.

### **Art. 4** c) Commission

<sup>1</sup> La Commission conseille le Bureau et soutient son activité. Elle assure la liaison entre le Bureau et les associations intéressées.

<sup>2</sup> Elle est formée de onze à quinze membres représentant en particulier les diverses associations qui sont actives dans le domaine de l'égalité entre femmes et hommes et de la famille.

### **Art. 5** Financement

Le Bureau et la Commission disposent d'une enveloppe budgétaire, dont le montant est déterminé chaque année à l'occasion de l'adoption du budget de l'Etat.

### **Art. 3** b) Büro

<sup>1</sup> Das Büro hat Beratungs-, Auskunfts-, Informations-, Förderungs-, Vollzugs-, Koordinations- und Kontrollaufgaben zur Verwirklichung der Ziele nach Artikel 1.

<sup>2</sup> Es hat insbesondere folgende Aufgaben:

- a) Es berät und informiert Behörden und Private über alle Fragen der Gleichstellung von Frau und Mann und der Familienpolitik.
- b) Es gibt Empfehlungen ab und erstellt oder verlangt Gutachten.
- c) Es prüft die Erlasse und die Massnahmen des Staates auf ihre Übereinstimmung mit dem Grundsatz der Gleichstellung von Frau und Mann.
- d) Es erarbeitet und koordiniert zusammen mit den interessierten Kreisen Programme und Kampagnen zur Förderung der Gleichstellung von Frau und Mann sowie einer Politik im Interesse der Familie.
- e) Es erstellt eine Dokumentation über die Gleichstellung von Frau und Mann und die Familienfragen und sorgt für ihre geeignete Verbreitung.
- f) Es arbeitet mit den Büros der anderen Kantone und des Bundes zusammen.
- g) Es arbeitet eng mit der Kommission zusammen und führt deren Sekretariat.

<sup>3</sup> Das Büro kann zur Wahrnehmung seiner Aufgaben bei allen Dienststellen der kantonalen Verwaltung die notwendigen Auskünfte einholen und Einsicht in die Unterlagen der betreffenden Dossiers nehmen.

<sup>4</sup> Das Arbeitsverhältnis des Personals ist in der Gesetzgebung über das Staatspersonal geregelt.

### **Art. 4** c) Kommission

<sup>1</sup> Die Kommission berät das Büro und unterstützt es in seiner Arbeit. Sie ist Bindeglied zwischen dem Büro und den interessierten Vereinigungen.

<sup>2</sup> Sie setzt sich aus 11-15 Mitgliedern zusammen, die insbesondere die verschiedenen Organisationen vertreten, die sich für die Gleichstellung von Frau und Mann und für die Familie einsetzen.

### **Art. 5** Finanzierung

Das Büro und die Kommission verfügen über einen Budgetrahmen, dessen Umfang jährlich bei der Genehmigung des Voranschlags des Staats festgelegt wird.

**Art. 6** Disposition finale

Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi, dont il fixe la date d'entrée en vigueur.

**Art. 6** Schlussbestimmung

Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Gesetzes beauftragt. Er bestimmt den Zeitpunkt des Inkrafttretens.